

Dans les mouvements écologiques, ce n'est pas la forme écologique qui détermine, mais le fait même de cette revendication des populations, qui cherchent à assurer un système de pureté pour défendre la vie et la survie de l'humanité tout entière. Cette revendication va aller en se développant. Elle surgit comme une nécessité. La pollution de Londres, de Milan ou de Turin par les fumées est un véritable poison pour la population. Il en est de même pour les déchets industriels qui polluent les eaux, pour les déchets des usines atomiques dont on ne disait rien auparavant. Il en est de même pour le pétrolier Amoco Cadiz en Bretagne. Le Parti Communiste a dénoncé le fait que le gouvernement était au courant du mauvais état du bateau.

Dans la montée de son indignation, la population va chercher et trouver le prolétariat, les syndicats et les partis ouvriers comme alliés naturels. Aucun parti bourgeois ne peut accepter une alliance avec les écologistes : une condition intrinsèque de l'existence du capitalisme est d'empoisonner les eaux, les plantes et les aliments. Le développement de la concurrence exige l'accélération des différentes phases de la production, l'utilisation d'éléments chimiques, le raccourcissement des délais de production pour pouvoir maintenir l'accumulation du capital et les profits.

Il en résulte une pollution des eaux, de la terre, la création de produits insalubres ; soit dans le processus de production industrielle, soit dans les matières premières. Même les produits textiles sont pleins de matières dangereuses. Et tout cela, parce que le capitalisme a besoin de réduire le temps de production pour maintenir le niveau de profit, pour se faire la concurrence et pour se défendre de la lutte du mouvement ouvrier et des états ouvriers. Ils sont donc poussés à polluer parce qu'ils doivent augmenter la technification de manière telle que cela empoisonne la population, produit des déchets industriels qui contaminent les eaux, diminue la qualité des produits. Pour maintenir le niveau des profits, on introduit des matières de moindre valeur dans les produits. Le capitalisme accentue de jour en jour, son caractère criminel dans la production des aliments, des vêtements, de tous les produits, en plus de continuer la course aux armements et la préparation de la guerre.

Il y a d'une part, la crise normale du système capitaliste, qui provoque le chômage, l'inflation, l'élévation quotidienne du coût de la vie, l'élimination, quotidienne de secteurs capitalistes, la concentration du capital dans la production, l'augmentation de la productivité sans augmentation correspondante de la consommation. Des milliers de gens sont exclus de ce circuit et le système capitaliste ne peut plus les y intégrer.

D'autre part, le développement des états ouvriers, de la politique de l'Union Soviétique en appui aux mouvements révolutionnaires de libération anti-impérialiste exige de l'impérialisme et du capitalisme mondial un investissement de milliards de dollars qui à son tour affaiblit encore plus le système capitaliste.

L'ÉCOLOGIE, LA CRISE DU CAPITALISME ET L'ISSUE SOCIALISTE AUX PROBLÈMES DE L'HUMANITÉ.

J. POSADAS
29 mars 1978

L'intervention soviétique pour appuyer les mouvements révolutionnaires de libération anti-impérialistes, fait partie de la préparation à la guerre et vise à contenir l'impérialisme. Tout cela oblige l'impérialisme à faire des investissements de guerre beaucoup plus importants qu'il n'ait prévu. Par conséquent, il diminue la qualité de la production afin de maintenir ses profits. Et tout cela va s'amplifier avec le temps.

Dans toutes les usines du monde capitaliste, il y a un empoisonnement de la population à cause des déchets chimiques industriels, des déchets radioactifs dangereux, de la production des matières toxiques comme à Seveso en Italie. Partout, le capitalisme tend à introduire, à appliquer des éléments chimiques qui empoisonnent les gens, dans l'alimentation ou dans n'importe quelle autre marchandise d'usage courant. L'utilisation quotidienne de ces produits conduit la population à s'empoisonner un peu plus chaque jour. Le capitalisme est incapable d'assainir cette situation. Cela va continuer à s'aggraver.

Il faut alors amener tous ces mouvements écologistes à comprendre que la solution qu'ils recherchent, ne peut être obtenue dans le régime capitaliste. Ils progressent déjà vers cette compréhension. Mais il manque encore une politique, un programme unissant la lutte pour les revendications ouvrières, pour l'élévation politique de la classe ouvrière et celle des écologistes afin qu'ils se joignent à la lutte pour renverser le système capitaliste.

Le capitalisme accroît la capacité technique de la production et de certains aspects des relations humaines mais cela se fait aux dépens d'autres personnes dans d'autres secteurs. Il ne peut combiner l'élévation de la technique et celle du niveau de vie de la population. Au contraire, il réduit le niveau de vie de l'ensemble de la population.

Il faut montrer la nécessité de maintenir le progrès de la technique en même temps que celle de renverser le capitalisme pour que la technique sera utilisée pour le progrès global de la population.

De cette façon, on peut unifier l'utilisation de la technique et la lutte des écologistes pour la préservation de l'environnement, contre l'empoisonnement que l'impérialisme provoque partout dans le monde.

Le capitalisme ne peut renoncer à cette politique. La concurrence oblige, de toute manière, à augmenter le rendement de la production, le rythme et le niveau d'accumulation du capital. Les états ouvriers et la révolution mondiale élèvent la concurrence envers le capitalisme : l'Ethio-

pie, le Mozambique, l'Angola, le Vietnam sont tous concurrents du système capitaliste et affaiblissent celui-ci. Et cela conduit le capitalisme pour sa propre survie à augmenter l'empoisonnement des gens : il cherche à diminuer le coût de production et à obtenir des matières premières qui lui permettent de produire plus rapidement et de s'imposer sur le marché dans la concurrence intercapitaliste et dans celle avec les états ouvriers.

Un autre élément d'empoisonnement de la planète est celui causé par la préparation de la guerre atomique, par l'usage chaotique de l'énergie et des armes atomiques.

Il faut accepter l'énergie atomique comme un moyen de produire de l'énergie. Mais le système capitaliste ne s'en tient pas à l'utiliser à cet usage. Il va faire la guerre avec l'énergie atomique. On ne peut pas s'opposer à l'utilisation de la technique dans l'industrie du livre, dans la presse, par exemple. On ne peut pas s'opposer, non plus, à l'utilisation de l'énergie atomique au bénéfice de la population.

Il faut faire comprendre à ces mouvements écologistes qu'il est indispensable d'abattre le capitalisme pour l'empêcher d'empoisonner les gens et pour pouvoir utiliser l'énergie atomique convenablement. L'énergie atomique permet de ne pas utiliser des produits coûteux, arriérés ou nuisibles. Mais son utilisation actuelle sous le régime capitaliste signifie autant de dommages que de progrès parce qu'il utilise l'énergie atomique pour faire des armes et ensuite parce que les déchets de l'énergie atomique polluent l'environnement. Le progrès est indispensable, même en utilisant l'énergie atomique. Mais, qui va le réaliser ? Le capitalisme tue les gens, il faut donc le renverser.

Il faut prendre l'exemple des ouvriers typographes en Allemagne capitaliste, qui disent : « nous ne sommes pas contre le progrès de la technique et de la science, nous refusons que le progrès se fasse à nos dépens. » Ils ont obtenu que les entreprises les maintiennent avec le même salaire pendant huit ans, même s'ils font un autre travail comme balayer.

Le déficit se trouve dans les partis ouvriers, qui n'ont pas de politique ni de compréhension conséquente. Ils n'ont pas encore fait de débat sur l'utilisation de l'énergie atomique. Il faut discuter que l'énergie atomique, actuellement constitue certainement un danger, parce que le capitalisme se prépare à faire des armes atomiques et déverser les déchets n'importe où et n'importe comment.

Mais alors que faut-il faire ? Em-

pêcher le progrès de l'utilisation de la matière ou renverser le capitalisme qui provoque la nuisance ?

Il faut renverser le capitalisme. La conclusion est simple, mais il y a un manque de coordination politique entre les partis socialistes, communistes et les syndicats pour arriver à cette conclusion.

Il faut prendre exemple sur la victoire des travailleurs allemands. Au début, il semblait qu'ils allaient perdre. Le patron cranait d'abord : « Dans 5 ou 6 jours, ils vont reprendre le travail, parce qu'ils n'ont plus d'argent. » Mais pas un seul ouvrier n'est allé travailler. Il en est de même pour la grève des mineurs aux Tass Unis, qui représente une importante victoire et une défaite de la bureaucratie et de Carter.

Ces problèmes vont s'accroître dans les principaux pays capitalistes, le Japon par exemple. Il y a un beau mouvement des paysans au Japon : ils défendent un niveau de vie qu'ils avaient conquis et, en même temps, ils luttent pour défendre l'environnement. (Référence à la lutte contre l'aéroport de Marita). De plus, ces aéroports sont destinés à la guerre. Le mouvement paysan n'a pas été déterminé par la conscience patriotique, mais par la conscience - même limitée de la lutte de classes. Les mouvements, comme ceux des paysans japonais et des écologistes, ont une raison d'être : ils ont une profonde racine historique et concrète. Ce sont les syndicats, les partis communistes et socialistes qui doivent faire un front unique et chercher un programme de front unique contre le capitalisme, et y incorporer toutes ces luttes. Ils pourront alors éduquer tous ces mouvements et leur donner conscience de ce qu'il faut chasser le capitalisme pour pouvoir utiliser l'énergie atomique au bénéfice de l'humanité. Sans quoi celui-ci va continuer à polluer.

Ces mouvements n'ont pas encore un grand poids, mais ils sont en extension. Il y a des mouvements écologistes dans le monde entier. Ils attirent des intellectuels, des scientifiques qui sans être d'origine communiste, aboutissent à la conclusion de la nécessité du communisme. Par exemple en France : le mot d'ordre de la dernière manifestation des écologistes était : « A bas le capitalisme ! » C'est très émouvant ! Au Japon également : « Dehors les capitalistes ! » La décision des jeunes, des étudiants est formidable.

Tout cela signifie un progrès de l'influence des états ouvriers, des révolutions dans le monde sur tous ces mouvements.

Ils puisent l'assurance de leur lutte dans le progrès des états ouvriers, dans la lutte de libération d'Asie, d'Amérique Latine, et surtout d'Afrique, où l'Éthiopie, par exemple à une très grande influence. Ce processus tend à unir et impulser ces mouvements vers la compréhension de la lutte des classes et cela signifie une défaite pour le capitalisme. Ce processus va encore s'élever. Il acquiert une telle force qu'il touche même des pays comme le Japon et la France. Des secteurs paysans re-

(Suite page 4)

L'OTAN NE BOMBARDERA PAS TEL AVIV COMME ELLE A BOMBARDE BELGRADE

Il y a quelques mois, on a célébré le triste anniversaire de la fin des bombardements de l'Otan sur la Yougoslavie, comme l'analyse l'article ci-contre sur la situation actuelle en Yougoslavie. Tous les éléments des arguments présentés par le commandement de l'Otan pour commencer la guerre contre la Yougoslavie pourraient être évoqués aujourd'hui même pour le Moyen Orient et devraient conduire l'Otan à bombarder Tel-Aviv pour faire entendre raison au gouvernement israélien, qui ne respecte pas les dizaines de résolutions de l'ONU concernant les droits du peuple palestinien, et qui fait tout pour saborder les accords d'Oslo, signés par les gouvernements précédent et les dirigeants palestiniens.

Cette situation n'est paradoxale qu'en apparence. En fait, elle révèle clairement la nature et les objectifs réels de l'Otan dans le monde : agir comme le bras armé des grandes puissances capitalistes et impérialistes pour maintenir et sauver leur ordre mondial et pour empêcher à tout prix la résurgence des forces anti-impérialistes dans le monde et du système socialiste.

Par la guerre contre la Yougoslavie, l'Otan a franchi un pas supplémentaire pour se substituer à la fonction de l'ONU, en se déclarant la plus apte à imposer une défaite au gouvernement Milosevic et elle est parvenue à démanteler ce qui restait de l'Etat ouvrier yougoslave. Elle est parvenue également à resserrer le cercle autour de l'ex-Union Soviétique. Elle a transformé le Kosovo en une énorme base militaire de l'Otan. Les paroles du futur président Bush sur le retrait de 5000 soldats US du Kosovo n'y changent rien. Ce sont les USA qui fournissent le matériel militaire ultrasophistiqué, aux frais de tous les pays de l'Otan, et maintiennent un contrôle essentiel sur les futures opérations ; ils vont simplement laisser aux gouvernements européens la tâche d'envoyer les soldats au front, risquer les vies humaines, les maladies, les contaminations.

Par contre, en ce qui concerne Israël, les USA comptent sur un allié important pour faire pression sur tous les gouvernements progressistes ou nationalistes du Moyen Orient et d'Afrique. Les pays européens agissent en vassaux des Etats-Unis. Bien qu'ils aient certains intérêts économiques divergents de ceux des Etats-Unis, ils ne vont pas demander que l'Otan impose à Israël le respect des résolutions de l'Onu à propos des droits du peuple palestinien.

L'Otan, malgré les conflits entre ses différents membres, maintient fermement sa fonction essentielle, qui n'est pas de faire respecter les droits de l'homme, mais bien d'empêcher toute velléité d'indépendance envers les grandes multinationales, de faire régner l'ordre dont celles-ci ont besoin pour diriger la mondialisation de l'économie et écraser tout concurrent.

La force des Etats ouvriers n'a pas disparu, malgré le démantèlement de l'Union Soviétique et du système socialiste. Au contraire, les éléments de sa recomposition se forment peu à peu. L'affaire du sous-marin Koursk en est un signe. Les porte-parole de l'Armée russe ont publiquement dénoncé que la coulée du Koursk était due à un choc avec un sous-marin nord-américain ou britannique. Lequel pouvait être considéré comme un attentat déguisé en accident provoqué par les bateaux de l'Otan qui circulaient intensément dans la mer de Barentz au moment des manœuvres de la flotte russe.

Cet accident-attentat peut être considéré comme un moyen de

(Suite page 4)

Laurent Désiré KABILA ASSASSINE PAR L'IMPERIALISME OCCIDENTAL ET SES ALLIES !

La population congolaise, en se rendant massivement aux funérailles du Président du Congo, a fait un acte politique d'une grande signification : tout en exprimant ses critiques aux limitations du gouvernement Kabila, elle a manifesté son soutien et sa volonté de se battre pour l'intégrité de la République, de ne permettre en aucun cas un retour au mobutisme, même sous le nom de réconciliation, de paix etc... Elle a aussi clairement désigné les puissances occidentales, ex-colonialistes et les Etats-Unis comme les commanditaires de l'assassinat de Kabila. 40 ans après l'assassinat de Lumumba, le système capitaliste recourt toujours aux mêmes crimes et à des interventions militaires, et économiques les plus brutales pour s'assurer le pouvoir et l'accumulation des richesses au profit de quelques puissants ! Il faut renforcer la solidarité de tous les travailleurs d'Europe et d'Afrique, pour que l'économie et les ressources naturelles servent au progrès de toutes les populations !

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

39^{ème} Année - janvier 2001 - N° 415 - 20 Francs

Périodique bimestriel - Dépôt de Bruxelles 4
Editeur Responsable: Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62-1040 Bruxelles
CCP: 000.0976234-26 - Téléphone: 02/732.21.95 - E-Mail: lutte.ouvriere@chello.be

L' ABANDON DE LA LUTTE POUR LES 35 HEURES ET LA CRISE PROGRAMMATIQUE DE LA FGTB

Editorial

La revendication de la semaine de 35 heures, sans perte de salaires et avec embauche compensatoire, était un point central des objectifs du mouvement syndical pendant plusieurs années. De congrès en congrès, la FGTB a agité ce mot d'ordre. Maintenant, il a disparu. A sa place, la FGTB considère que la Loi Onckelinx sur la réduction du temps de travail répond à toutes les aspirations des travailleurs. Or cette loi, appréciée aussi par le grand patronat et tous les partis de l'Arc-en-ciel, n'a plus rien à voir ni avec l'esprit ni avec la lettre de la revendication de départ.

La loi Onckelinx aligne une série de mesures, qui sont essentiellement des possibilités individuelles d'aménagement de son temps de travail, au cours de toute une vie. Elle contient quelques améliorations, comme le congé paternel pour le travailleur en cas de naissance d'un enfant, des pauses-carrière améliorées, le maintien du principe des pré-pensions. Mais ce qui lui fait gravement défaut, c'est qu'il n'y a aucune mesure de réduction collective du temps de travail vers les 35 heures qui soit obligatoire pour le patronat et aucune mesure obligeant à maintenir le salaire et à maintenir ou augmenter l'emploi. c'est cela qui en fait une loi très pernicieuse. Certains droits individuels à des réductions de temps de travail au cours d'une vie du travailleur, dans de telles conditions générales, vont surtout multiplier les différences de statuts au sein d'une même entreprise, et faire éclater toute cohésion entre les travailleurs d'une même entreprise et pire encore, entre travailleurs de différents secteurs. Grâce à cette loi, le patronat qui accepte (contre remboursement en plus) certaines réductions collective du temps de travail, n'est pas obligé d'embaucher en compensation, peut réduire les salaires et introduire une flexibilité à outrance.

L'abandon des « 35 heures semaine » représente une grave régression pour le mouvement ouvrier. Au travers de cette revendication,

les travailleurs avaient une possibilité de faire face à la crise et aux restrictions que le capitalisme suscite dans toute l'économie : pour riposter aux réductions d'emploi, aux fermetures, aux rationalisations, aux nouvelles technologies, la réduction collective du temps de travail et le contrôle de l'embauche par le syndicat est un moyen de défense de la classe ouvrière. En abandonnant cette revendication, le mouvement syndical abandonne ce qui fait sa force : il ne sait plus rassembler l'ensemble de la classe travailleuse pour résister collectivement, et pour opposer un contre-pouvoir au pouvoir capitaliste. Au contraire, il ouvre grand la porte à la flexibilité et à l'éclatement du monde du travail.

La FGTB aujourd'hui est très loin de son propre programme, de ses statuts et de sa force antérieure. Les dirigeants syndicaux invoquent constamment que ce sont les travailleurs qui ne veulent plus se mobiliser, qui ne veulent pas des 35 heures, qui ne veulent pas de la solidarité interprofessionnelle. Donc, cela justifie leur apathie et leur adapta-

(Suite page 2)

La régularisation des sans papiers, les demandeurs d'asile et le problème permanent de l'immigration en Belgique.

Voir page 2

L'ÉCOLOGIE, LA CRISE DU CAPITALISME ET L'ISSUE SOCIALISTE AUX PROBLÈMES DE L'HUMANITÉ.

J. POSADAS

29 mars 1978

Voir page 3

LE SOMMET DE NICE, LES TENSIONS INTERNES DU CAPITALISME EUROPÉEN ET LE DEFICIT POLITIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

voir page 4

L'ABANDON DE LA LUTTE POUR LES 35 HEURES ET LA CRISE PROGRAMMATIQUE DE LA FGTB

(Suite de la page 1)

tion au gouvernement, au patronat belge, à la crise internationale du capitalisme. Mais ils ne laissent pas parler, ou n'écoutent pas les délégués des entreprises, les travailleurs syndiqués, les militants. Ils les considèrent comme « des troupes » dont ils agitent la menace de mobilisation pour négocier quelques miettes avec le patronat.

C'est ainsi que les accords interprofessionnels signés fin 2000 sont presque vides, malgré les manifestations d'une grande volonté de lutte qui sont apparues dans beaucoup d'entreprises, dans différentes ré-

gions du pays dès le mois de septembre. Le nombre de travailleurs présents le 30 septembre à la manifestation précédant les négociations pour cet Accord interprofessionnel a surpris les dirigeants syndicaux. Mais ils n'en ont tiré aucune conclusion pour avancer plus loin dans les revendications : au contraire ! ils renoncent à la défense intégrale de l'indexation des salaires et à la réduction du temps de travail !

Dans ces conditions, soit le découragement, soit l'exaspération gagnent beaucoup de camarades. C'est bien cela qui a poussé de

nombreux militants présents au procès des 13 de Clabecq, à l'annonce de la reprise du procès, à se lancer dans l'occupation des locaux de la FGTB nationale. C'est absurde que Michel Nollet n'ait pas trouvé d'autre recours que l'appel à la police pour déloger les occupants et ce sont des méthodes qui discréditent toute l'organisation syndicale et chacun de ses membres. Mais l'idée du groupe de militants de Clabecq et de leurs sympathisants fait autant de mal à tous ceux qui, dans l'organisation syndicale, luttent pour changer le fonctionnement et les conceptions bureaucratiques des dirigeants nationaux ou régionaux ou des centrales. En occupant les locaux comme ils l'ont fait, ces camarades ont considéré le syndicat comme une entreprise patronale et Nollet comme un patron auquel il faut arracher des

concessions en faisant pression et intimidation ; ils ont oublié que des milliers de membres et de militants du syndicat s'étaient mobilisés pour Clabecq, venant de tout le pays et de tous les secteurs et que c'est à eux tous qu'il faut s'adresser en permanence pour que la vigilance soit maintenue, pour que ce procès soit annulé.

Il faut continuer la lutte pour un fonctionnement démocratique et actif du syndicat, pour que les délégations des entreprises aient plus de force dans l'organisation, pour qu'on discute à tous les niveaux où nous mène la crise du système capitaliste, en Belgique et dans le monde, comment y répondre, quel est le programme et quels sont les moyens de lutte du syndicat à cette étape.

La régularisation des sans papiers, les demandeurs d'asile et le problème permanent de l'immigration en Belgique.

La situation s'est aiguisée sur ce dossier depuis plusieurs mois parce que le gouvernement « arc-en-ciel » a décidé de régulariser la situation de dizaines de milliers de « sans papiers ». Des milliers de gens sont sortis de la clandestinité pour s'inscrire. 46.000 personnes ont donc introduit un dossier pour être accepté comme « réfugié ».

Mais le dépouillement des dossiers traîne en longueur depuis des mois. Il a fallu la pression de la manifestation pour accélérer un peu le processus. Mais le ministre Duquesne ne promet de conclusions qu'en juillet 2001.

La situation des « demandeurs d'asile » a connu ces dernières semaines de nouveaux rebondissements parce que le gouvernement a décidé de changer quelques règles de fonctionnement : Les candidats ne vont plus recevoir une somme d'argent du CPAS, mais recevront une aide matérielle, c'est à dire seront logés et nourris pendant une période déterminée et cela à partir du 10 janvier 2001. Les gens se sont précipités avant le 10 janvier, espérant bénéficier encore de l'aide financière. L'afflux de mille candidats réfugiés à la porte de l'Office des étrangers en début de ce mois, était donc tout à fait ponctuelle et déterminée par le changement de réglementation.

Il faut donc trouver des endroits pour loger et nourrir tous les demandeurs. La manière dont Monsieur Duquesne aborde le problème et la solution au problème est tout à fait scandaleuse. De nombreux centres de vacances, ont été mis à la disposition des candidats, l'aide apportée aux candidats réfugiés se fait au détriment des « SDF » et d'autres démunis qui hantent les rues des grandes villes depuis de nombreuses années et qui ne peuvent plus bénéficier de cette aide pour l'instant. Yvan Mayeur et les associations de défense des demandeurs

d'asile ont dénoncé le fait que la manière dont les demandeurs d'asile ont été reçus est un acte délibéré pour décourager les possibles autres candidats. Ce gouvernement, avec la présence des socialistes et des écolos, cherche des solutions en mettant les pauvres et les plus pauvres en concurrence.

En réalité, le système capitaliste n'a aucun intérêt à résoudre ce problème de l'afflux de réfugiés dont lui-même a créé l'existence en participant aux guerres entre autre, en Irak, au Congo ou en contribuant à la destruction et au démantèlement des pays socialistes comme l'URSS et la Yougoslavie. La présence des écolos et des socialistes, empêche une politique plus libérale, plus réactionnaire. Mais c'est toujours une politique du moindre mal, pour tenter de faire avaler la pilule amère aux milliers d'électeurs socialistes et écolos.

Les déclarations du Roi et de Monseigneur Daneels vont dans le même sens, ils déplorent tous les deux le manque de cœur des belges, qui rechignent à recevoir les plus pauvres du monde entier, dans leur maison, dans leur commune, et dans leurs centres de vacances. Mais le gouvernement vient de doubler la dotation royale de 200 à 400 millions de francs par an.

Pourquoi ne pas réquisitionner les grandes propriétés d'état, les grandes propriétés des patrons d'entreprises, les châteaux de Val Duchesse et autres, les grands parcs et bâtiments de l'Eglise Catholique à Malines et ailleurs dans le pays, les propriétés de la famille royale et leur château pour loger des réfugiés ?

Ces déclarations hypocrites ont l'objectif de faire croire que les belges n'ont pas de cœur ou carrément sont racistes et égoïstes pour détourner l'attention de toutes les richesses accumulées par l'Eglise et par la Famille royale et par toute la haute bourgeoisie belge.

Le problème de l'afflux des immigrés ne date pas d'aujourd'hui, en Belgique et ailleurs. Il a toujours existé et existera toujours tant que la guerre, la pauvreté, la misère chassent les gens de chez eux. Il est intimement lié à l'existence du capitalisme qui est responsable de la guerre de la pauvreté et la misère qu'il engendre dans le monde entier en participant au pillage du tiers monde, en contribuant au démantèlement des pays socialistes comme il le fait en Yougoslavie et en URSS.

Pendant l'existence de l'URSS et des autres pays socialistes, la bourgeoisie européenne défendait le « droit d'asile » comme un Droit de l'Homme « sacré » pour pouvoir recevoir tous les dissidents et autres anti-communistes rabiques expulsés d'URSS, de RDA et d'autres pays socialistes en les utilisant en permanence pour faire du chantage. Aujourd'hui, cela ne les intéresse plus. Par ailleurs les frontières ont été fermées à l'immigration officiellement depuis 1970. Fabrimétal demande de la main d'œuvre très spécialisée en informatique par exemple, venant de l'Inde. Cette immigration l'intéresse pour la payer moins cher et augmenter ses profits.

Ce qui a changé par rapport à l'immigration des années 1920, 1960, et 1970, ce sont les conditions économiques et politiques. En 1945, par exemple, le gouvernement et les patrons charbonniers ont organisé des campagnes de recrutement dans les villages en Italie, pour avoir de la main d'œuvre dans les mines. Pour les patrons charbonniers, pour les patrons d'entreprises l'objectif d'embaucher des immigrés a toujours été, de les mettre en concurrence avec les travailleurs du pays, de tirer les salaires vers le bas, c'est à dire d'augmenter leurs profits, en stimulant la concurrence entre les travailleurs. Ce rapport n'a pas changé.

Aujourd'hui, une grande partie de l'immigration est constituée par la

population venant de l'Europe de l'Est, qui est le résultat du démantèlement du camp socialiste.

Ce qui a changé, en Belgique, c'est qu'il n'y a plus de travail à distribuer, il y a une augmentation constante du niveau du chômage, qui atteint 12% en Belgique. Le marché du travail se réduit de plus en plus, les grosses entreprises déménagent dans d'autres pays pour augmenter leur marge bénéficiaire et le travail en noir et la fraude fiscale augmentent en Belgique. Tout cela a des conséquences désastreuses sur les exilés de tout pays qui cherchent par tous les moyens de survivre, dans le travail au noir et les traficotages de toute sortes.

L'immigration antérieure s'est intégrée à la lutte ouvrière, à la lutte syndicale, au combat pour améliorer les conditions de vie et de travail dans les entreprises, et l'échange culturel et politique s'est enrichi de l'expérience des travailleurs de chaque pays.

Aujourd'hui, les conditions économiques essentiellement ont changé et le marché du travail ne peut plus absorber normalement toute cette immigration. Le résultat est tout à fait catastrophique et conduit à la multiplication des ateliers clandestins, des trafics d'êtres humains, de la prostitution.

La seule manière de résoudre le problème de façon définitive et globale est de changer le système capitaliste et de construire une société socialiste qui peut gérer et résoudre tous les problèmes de la société et permette un développement sociale, économique politique harmonieux, au bénéfice de toute la population dans le monde entier.

Mais, ce n'est pas encore le socialisme en Belgique ni ailleurs d'ailleurs, et en attendant il est impératif d'apporter des solutions aux problèmes des « clandestins » qui soit humaine, sociale et progressiste. Pour cela, il est indispensable de les intégrer dans le circuit normal du travail, de lutter pour l'égalité des salaires et des conditions de travail et de vie dignes et donc d'incorporer, d'intégrer toutes ces personnes au mouvement des travailleurs et au mouvement syndical.

LE SOMMET DE NICE, LES TENSIONS INTERNES DU CAPITALISME EUROPÉEN ET LE DEFICIT POLITIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

La conférence intergouvernementale qui s'est tenu à Nice début décembre a démontré l'état de tension entre les partenaires dans la lutte des grands pays capitalistes européens pour la prédominance politique au sein de l'UE. Après quatre jours de débats et d'affrontements, les chefs de gouvernements n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les questions les plus importantes qu'ils avaient programmées pour cette réunion, visant à réformer les institutions de l'UE en vue de son élargissement. Ils ne sont parvenus qu'à adopter certains compromis et à remettre à plus tard la résolution des points les plus difficiles. Le renforcement du pouvoir politique européen est un instrument pour renforcer le capitalisme européen face à la concurrence américaine et asiatique.

Cela ne signifie pas un affaiblissement du capitalisme européen, l'économie continue la concentration des sociétés, le *dégraissage* des travailleurs des entreprises, mot technocratique que la bourgeoisie aime employer.

Les désaccords sur le partage des pouvoirs ont montré clairement la volonté des grands pays capitalistes à s'imposer sur les plus faibles : un Etat ne doit pas être en mesure de faire obstacle à la volonté de des pays définis comme « pionniers », c'est-à-dire ceux dont le pouvoir économique et financier est prépondérant. C'est l'Allemagne qui, de ce point de vue, avec l'extension de son influence à l'Est, cherche à obtenir la plus grosse part du gâteau et à affirmer sa toute-puissance sur le reste des pays européens.

Cette réunion de Nice confirme bien que l'Union Européenne, avec sa logique financière orchestrée par la Banque Centrale Européenne, est chose impossible. Le grand capital a obtenu ce qu'il cherchait avec l'instauration de l'Euro, et c'est à peu près tout ce qu'il serait capable de réaliser.

Ce sommet a montré d'autre part un décalage énorme entre les préoccupations des chefs d'Etat avec leur politique libérale et celle des citoyens, venus en masse pour affirmer leur volonté d'une autre construction du monde. Mais entre l'organisation du contre-sommet pour une Europe sociale et solidaire où participaient de nombreuses organisations non gouvernementales, les associations et les mouvements antimondialisation, et la mobilisation des militants de la Confédération Européenne des Syndicats et de certains partis de gauche, on a constaté également un certain décalage dans les positions, entre autres par rapport à la Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne.

Cette Charte adoptée à Nice, qui porte sur les choix économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, en fonction de la liberté d'entreprise et de la libre circulation des biens et des capitaux, est dur de nombreux points bien inférieure à certaines conventions européennes et à celle de l'Organisation Internationale du Travail. Le droit à la

protection sociale devient un droit d'accès à des prestations et des services sociaux. Le droit au travail se transforme en droit de travailler et d'accéder à des services gratuits de placement, le droit au logement n'est plus qu'un droit à percevoir une aide pour se loger. Le droit des salariés devient pratiquement inexistant, sans consistance et sans aucune garantie pour les travailleurs quant à leurs conventions collectives, à leur droit de se syndiquer ou de faire grève.

On ne peut considérer ce texte comme une avancée, comme l'affirme (même en le critiquant) la Confédération Européenne des Syndicats. Le fait que ce texte ait pu être amendé sur certains points ne le justifie pas, car il laisse de toutes façons les mains libres au grand capital pour intervenir comme il l'entend du point de vue économique et social. Cette Charte ne modifiera en rien le fait que 65 millions de personnes, soit 18% de la population en Europe, se situent en dessous du seuil de la pauvreté, que les conquêtes de la classe ouvrière et des travailleurs sont

quotidiennement remises en cause, que la dérégulation des services publics au niveau européen est bien en marche, avec la mise en concurrence des sociétés privées et l'introduction de principes commerciaux dans les secteurs des télécommunications, de la poste, du gaz, de l'électricité, des chemins de fer.

La démocratie est un concept que le système capitaliste met régulièrement en avant. Il suffit de voir la farce qu'ont représenté les élections aux Etats-Unis pour se rendre compte du peu de cas qu'il fait de l'intervention citoyenne.

La Confédération Européenne des Syndicats a mobilisé beaucoup de monde à Nice, bien au-delà de ce qu'elle espérait, ce qui démontre une réelle volonté de lutte des militants pour construire une Europe sur de nouvelles bases, dans laquelle l'homme ne doit plus être considéré comme une simple marchandise.

Cependant, les directions syndicales ne se montrent pas à la mesure des forces qu'elles sont capables de mobiliser. Il existe un réel déficit de la gauche

politique et syndicale européenne quant à l'élaboration d'un programme alternatif capable de faire face aux décisions communautaires. On ne peut se contenter d'un minimum social qui ne tient aucun compte de l'avenir des citoyens, des questions de leur vie quotidienne, de leur emploi, de leurs difficultés à reconquérir leurs droits fondamentaux. Les directions syndicales et les partis de gauche de toute l'Europe doivent élargir la discussion sur toutes ces questions, proposer des plans d'action au niveau européen, afin d'affronter les orientations du système capitaliste et d'imposer la construction d'une Europe Socialiste. Il faut profiter de la crise politique des pays capitalistes, de leurs désaccords et de leurs divergences pour faire avancer de véritables positions de gauche vers une transformation radicale de la société.

L'ÉCOLOGIE, LA CRISE DU CAPITALISME ET L'ISSUE SOCIALISTE AUX PROBLÈMES DE L'HUMANITÉ.

(Suite de la page 3)

lativement aisés marquent leur approbation avec ces mouvements. Ils voient que le mouvement ouvrier peut leur donner des garanties, tandis que le capitalisme ne leur en donne aucune et empoisonne chaque fois plus la population.

Les écologistes ont une raison d'être : ils expriment une nécessité historique à laquelle les partis ouvriers, communistes, socialistes et les syndicats auraient dû répondre. C'était leur tâche, et pas seulement celle des écologistes. Ils devaient se préoccuper de la santé des travailleurs dans les entreprises, de l'empoisonnement des ouvriers dans les usines qui augmente de façon brutale. Dans certaines usines, les travailleurs ont obtenu la semaine de 40 heures, mais ils doivent travailler comme des ânes : ils travaillent autant pendant ces 40 heures qu'avant. Il y a une augmentation de l'absentéisme des ouvriers, parce qu'ils ne peuvent plus bien travailler ! 5 sur 100 s'absentent pour ne pas travailler, mais tous les autres le font parce qu'ils ne peuvent plus travailler dans ces conditions ! Ils ont besoin de repos car le travail qu'ils font est meurtrier, atroce.

A la production à la chaîne, s'ajoute maintenant la pollution chimique ou radioactive. Non seulement on travaille comme des brutes, mais en plus, il y a un niveau de contamination, un nombre de maladies chaque fois plus élevé - maladies pulmonaires, stomacales, cardiaques. Le mal dont la classe ouvrière souffre le plus, c'est l'insalubrité de son travail. Un point très important qu'il faut ajouter à la lutte des écologistes, est d'élever les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière dans les entreprises.

J.POSADAS
Le 29 mars 1978

L'OTAN NE BOMBARDERA PAS TEL AVIV COMME ELLE A BOMBARDE BELGRADE

(Suite de la page 1)

pression, d'intimidation, et aussi de destruction matérielle importante de la flotte russe, juste au moment où l'Armée russe avait décidé un retour en force en Méditerranée (après 15 ans d'absence) ; une telle décision a été prise par le commandement militaire russe pour surmonter la faible intervention de la Russie face à l'Otan en Yougoslavie. Les manœuvres dans la mer de Barentz faisaient partie de ces préparatifs.

Il faut considérer de la même manière les changements du gouvernement de Poutine dans ses relations avec l'Armée, qui reçoit des moyens financiers beaucoup plus importants et développe une activité économique propre de production d'armes, d'accords avec des pays qui sont confrontés aux USA, comme l'Iran, la Chine, l'Inde. La récupération de l'hymne soviétique n'est pas un simple changement musical, mais a une signification politique symbolique pour l'armée et pour les masses qui ne veulent pas renoncer à l'Union Soviétique. C'était aussi l'hymne de victoire sur le nazisme lors de la Deuxième Guerre Mondiale. D'autre part, le voyage de Poutine à Cuba, pour la première fois depuis 15 ans, a une grande importance, tant économique que politique car elle signifie une impulsion pour revenir à un front commun face aux Etats-Unis.

Dans ce rapport de forces mondial, flucuant et fragile pour eux, les principaux pays capitalistes ont un besoin vital du maintien de l'Otan, pour pouvoir assiéger l'ex-Union Soviétique et ce qui reste des Etats ouvriers dans le monde, et aussi pour se préparer à une nouvelle guerre. Il y a, sans aucun doute, de profondes divergences entre les Etats-Unis et les différents grands pays européens. On l'a vu nettement dans les ordres contradictoires qui se multipliaient pendant les 6 mois de guerre contre la Yougoslavie. On le voit aussi dans le fait que certains de ces pays - comme l'Italie, le Portugal, la Belgique, la Grèce, l'Allemagne s'inquiètent des effets de l'uranium appauvri utilisé massivement pendant les bombardements sur la Bosnie et la Yougoslavie. Les ministres de la Défense de ces pays en viennent même à reconnaître la possibilité de contamination des soldats par les effets de l'uranium appauvri. Mais ces protestations timides ont déjà été balayées par le haut commandement de l'Otan. Et on ne doit pas s'imaginer que les gouvernements protestataires prendront des mesures unilatérales face à l'arrogance des Etats-Unis. Les intérêts des grandes puissances capitalistes d'un côté et de l'autre de l'Océan sont trop imbriqués pour supporter de telles scissions.

L'incapacité du capitalisme européen à développer une politique militaire autonome s'est vuen une nouvelle fois à la récente Conférence des Ministres de Nice : il ne reste pas grand chose des grandes déclamations sur l'armée européenne autonome, par contre tous les gouvernements européens votent de nouvelles augmentations des budgets militaires pour acheter du nouveau matériel.

L'IMPORTANCE DU FORUM DE PORTO ALEGRE ET LA NECESSITE D'UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

Le Forum Social Mondial de Porto Alegre a une énorme importance. Il montre clairement que l'on peut passer à une phase supérieure dans la lutte contre les effets du capitalisme néolibéral, que l'on peut enrichir et centraliser les diverses –et parfois confuses– expériences de protestations et de manifestations contre la mondialisation et que l'on peut rechercher une organisation politique et programmatique concrète des forces progressistes mondiales pour affronter la prochaine étape de la crise globale du capitalisme. La représentativité du Forum est un indicateur de la conscience croissante d'une opinion publique mondiale quant à la profondeur des inégalités sociales et à leur cause, et de la solidarité mondiale croissante impulsée par les luttes des masses, de la Palestine à l'Equateur, du Brésil à la Corée.

Il y avait une forte présence de la social-démocratie européenne à ce Forum, ainsi qu'une hétérogénéité marquée entre les différents groupes. Mais cela n'a pas empêché que le Forum exprime des idées et des propositions nettement anticapitalistes et que les plans d'action décidés aillent bien au-delà de rencontres et de débats académiques. On peut dire que beaucoup d'initiatives et de propositions de lutte audacieuses ont surgi, échappant au contrôle de ceux qui tendaient à limiter la lutte contre la globalisation à des changements de dosages politiques, et refusaient la remise en cause de la nature incorrigible des politiques capitalistes. Par exemple : la présence du ministre français est passée presque inaperçue et a même été ouvertement critiquée pour les positions du gouvernement Jospin envers les privatisations, contre les émigrés, et pour son soutien aux bombardements de l'Otan en Yougoslavie. Par contre, les ovations ont déferlé quand Ricardo Alarcon, représentant de Cuba, ou Ben Bella, dirigeant de la révolution algérienne, Lula (dirigeant du Parti des Travailleurs du Brésil), Joa Pedro Stedile (dirigeant du Mouvement des Paysans Sans Terre du Brésil), ou le représentant des FARC (mouvement de guérilla de Colombie) sont intervenus avec des propositions d'actions pour affronter le capitalisme.

Un autre exemple de la validité de ce Forum est le simple fait d'avoir pu développer un débat approfondi sur Cuba : on y a discuté comment Cuba a pu résister au démantèlement du camp dit socialiste, maintenir son option pour le socialisme, son refus de toute privatisation, et prend des initiatives sociales qui sont un énorme défi à l'impérialisme, en organisant une école de médecine pour des étudiants pauvres d'Amérique où elle se prépare à recevoir les 500 premiers étudiants noirs des quartiers pauvres des USA. C'est ainsi que toute une avant-garde mondiale a vu qu'il existe une alternative à la globalisation. Il n'y a pas eu, par contre, de soutien aux secteurs de la gauche européenne qui ont appuyé leurs gouvernements dans les bombardements contre la Yougoslavie, ni de soutien aux gouvernements sociaux-démocrates latino-américains qui ont mené une vaste politique de privatisations, ni d'approbation des positions des ex-communistes italiens (DS) défendant des positions de la droite américaine contre Cuba ; de même les secteurs ultra-gauchistes qui parlaient de restauration capitaliste à Cuba ont été rejetés. Par contre, les déclarations de Ricardo Alarcon étaient très combattives et applaudies : il a réitéré la décision de Cuba de stimuler une organisation internationale de la lutte et sa défense inaltérable d'un programme anticapitaliste, d'étatisation et de planification de l'économie et de monopole du commerce extérieur, de réforme agraire.

Un autre point très élevé du Forum consistait dans la présence de Lula. Sans se laisser intimider par les discussions peu objectives sur le rôle de l'Etat, Lula a fait une vigoureuse défense de l'intervention de l'état, de profondes transformations sociales, il a dénoncé le remboursement de la dette extérieure, et proposé une alliance contre l'impérialisme, un front entre les peuples opprimés du monde en citant explicitement Cuba, la Libye, l'Irak, les Palestiniens. La même ligne de raisonnement, de propositions, d'action combattive a été donnée grâce à la participation du MST au Forum : celui-ci ne s'est pas contenté des débats préétablis et il a pris la responsabilité de l'organisation de la manifestation des 50.000 personnes pour l'ouverture du Forum et de l'occupation symbolique des plantations de la multinationale Monsanto, qui contrôle la production des semences transgéniques. Avec la participation de José Bové et de plusieurs dirigeants paysans de différentes régions du monde, ils ont mis en évidence pour toute l'humanité que le capitalisme, avec ses «vaches folles» et toutes ses autres pestes, se prépare à détruire des pans entiers de l'économie. La logique du capitalisme conduit à cela, et pourtant les agriculteurs constituaient une partie importante de sa base sociale.

L'unité qui s'est manifestée entre les interventions politiques d'Alar-

(Suite page 2)

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

39^{ème} année - mai 2001 - N° 416 - 20 francs

Périodique bimestriel – Dépôt de Bruxelles 4
Editeur Responsable: Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62-1040 Bruxelles
CCP: 000.0976234-26 – Téléphone: 02/732.21.95 – E-Mail: lutte.ouvriere@chello.be

Reprendre l'initiative syndicale pour défendre un programme anticapitaliste

Editorial

Le gouvernement arc-en-ciel n'a pas fini d'annoncer que la population va bientôt « profiter des fruits de la croissance » qu'une nouvelle récession frappe l'économie capitaliste mondiale, à commencer par les Etats-Unis. La vague de licenciements annoncée dans les entreprises multinationales telles que Philips, Ericsson, Cisco, Kodak et d'autres, montre très clairement quels sont les intérêts des dirigeants capitalistes : le taux de leurs profits n'est pas suffisant, il faut donc sans relâche faire des nouvelles fusions, absorptions d'entreprises dans le monde entier, concentrations, rationalisations. Pour Philips, par exemple, cela veut dire le licenciement de quelques 7.000 travailleurs dans le monde, c'est à dire 3% de l'ensemble du personnel.

En Belgique, cette situation va entraîner la perte de près de 1.200 emplois dans les filiales de Bruges et de Termonde.

Les licenciements chez Philips ne sont qu'un exemple de ce qui est en train de se passer dans le monde capitaliste, qui jette sur l'autel de la compétitivité des dizaines de milliers de personnes qui vont se retrouver dans les files des chômeurs en Belgique et partout en Europe.

Un autre aspect de la crise du système capitaliste, s'est exprimé dans la crise « alimentaire » provoquée par l'épidémie de fièvre aphteuse dans les cheptels des animaux. La destruction de milliers de têtes de bétails non contaminés, ne correspond à aucune nécessité pour la santé et le bien-être des animaux et de la population. Le résultat de toute cette situation est l'élimination des exploitations les plus petites au profit des plus grosses qui dominent et maîtrisent le marché. C'est là une manière très violente de résoudre les problèmes de surproduction agricole. Il faut se rappeler comment ont été jetés au caniveau des milliers de litres de lait, des tonnes de choux-fleurs, de tomates, de pêches pour maintenir les prix de tous ces produits à un niveau rentable pour les plus gros producteurs. Le profit toujours le profit !

En Belgique, on annonce offi-

ciellement que le chômage ne recule plus depuis plusieurs mois. Ainsi, les chiffres avancés depuis longtemps par les syndicats ne peuvent plus être niés par les organisations patronales et le gouvernement. Le mirage du plein emploi s'est volatilisé. La Belgique n'échappe pas à ce schéma. Les travailleurs ont déjà fait leurs comptes depuis longtemps face à la série interminable des fermetures et des restructurations d'entreprises !

Tous les plans concoctés par les socialistes et repris par le gouvernement arc-en-ciel pour créer de l'emploi montrent leurs limites : le plan « Rosetta » ou première expérience professionnelle est qualifié à juste titre par les militants syndicaux de « plan morosetta » ; il en est de même pour la loi sur la réduction du temps de travail, où la revendication de la semaine de 35 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire est remplacée par un « crédit-temps » que le travailleur doit organiser au cours de toute sa carrière, à titre individuel ! Ces mesures ne créent pas de nouveaux emplois, elles ne font que déplacer les travailleurs de leurs postes de travail, passant des contrats à durée indéterminée, stables et durables vers des contrats précaires, à durée déterminée, avec temps partiel, salaires inférieurs et flexibilité croissante.

La ministre Onckelinx annonce que le Plan Rosetta a mis 50.000 jeunes au travail, mais elle ne dit pas combien ont gardé leur travail après un an et combien de travailleurs ont perdu leur emploi pendant ce temps.

(Suite page 2)

LETTRE OUVERTE AU FORUM SOCIAL DE PORTO ALEGRE

.....voir page 3

LES ELECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE : UN VOTE SANCTION AU GOUVERNEMENT DE LA GAUCHE PLURIELLE

.....voir page 4

LA MANIFESTATION DE KLEINE BROGEL CONTRE LES BOMBES ATOMIQUES ET LA LUTTE CONTRE L'OTAN

.....voir page 2

Reprendre l'initiative syndicale pour défendre un programme anticapitaliste

(Suite de la page 1)

Dans les entreprises et les services publics, c'est aussi la logique capitaliste de la compétitivité, des lois du marché européen et mondial, qui détermine. Il y a un manque de personnel dans les hôpitaux, dans les écoles, aux Postes, dans les transports en commun, à la SNCB. La catastrophe de Pécrot est la conséquence de cette situation que les syndicats et les travailleurs ont dénoncé depuis longtemps.

La direction de la SNCB veut trop facilement mettre la faute sur le dos des travailleurs en parlant de faute humaine. Certains services de contrôle des voies ont été supprimés, et les conditions de travail se détériorent. Les travailleurs de tous les services publics ne savent plus prendre leurs congés, et la fatigue s'accumule créant des situations de stress, qui détériorent les conditions de travail et d'existence.

En Belgique, le gouvernement arc-en-ciel n'est pas un gouvernement de droite, il n'applique pas une politique réactionnaire comme l'avait fait le gouvernement Thatcher par exemple, de destruction massive des acquis sociaux, de démantèlement brutal des services publics, de destruction des organisations de défense des travailleurs et des citoyens. Mais dans le jeu des pressions réciproques entre les Ecolos, les Socialistes et les Libéraux, c'est quand même la politique nécessaire aux capitalistes qui finit par passer.

Les partis de gauche au gouvernement sont constamment piégés par le PRL-VLD. Le gouvernement assiste sans réaction au démantèlement des structures industrielles, à la vente et aux fusions des entreprises belges avec les grandes multinationales européennes et nord-américaines, il accepte la privatisation en douce des entreprises publiques (comme le montre encore le

dernier accord concernant la SNCB) et le démantèlement insidieux de la Sécurité Sociale.

Cependant, la mobilisation des travailleurs ne s'est jamais arrêtée en Belgique, du Nord au Sud, du privé et du public, les travailleurs ont démontré leur refus de faire les frais de la crise, d'être les victimes de la rationalisation capitaliste et leur refus de la privatisation des entreprises publiques.

Mais les organisations syndicales et en particulier la FGTB ont trop fait confiance aux socialistes et écolos, et laissé l'initiative aux différents ministres socialistes et écolos. Les syndicats doivent reprendre l'initiative et s'appuyer sur les combats des travailleurs menés dans tous les secteurs depuis des mois. Il faut compter sur les milliers de militants et délégués syndicaux, qui se sont mobilisés sans arrêt, pour forcer les socialistes et les écolos à mener une autre politique au gouvernement, répondant aux besoins et aux attentes de toute la population, et à se préparer à rompre avec la droite et à imposer un gouvernement de gauche.

ser un gouvernement de gauche.

Dans toutes les résolutions des congrès des différentes centrales de la FGTB, il faut reprendre et se mobiliser pour les revendications qu'on a laissé dormir : réduction du temps de travail à 35 et 32 heures sans perte de salaire avec embauche compensatoire, interdiction à toute entreprise de fermer ou restructurer sans garantir intégralement un emploi aux travailleurs. Elaboration d'un plan d'organisation de l'économie en fonction des besoins de la population de Belgique et d'Europe. Expropriation et mise en service public de toute entreprise qui veut fermer. Défense et extension des Services Publics.

Il est indispensable aussi que les différentes Centrales de la FGTB prépare un plan d'action, de mobilisations en Front Commun Syndical pour faire aboutir le désir de résistance des travailleurs à tous les plans de régression sociale du capitalisme et impulse l'organisation d'un front de la gauche politique et syndicale.

LA MANIFESTATION DE KLEINE BROGEL CONTRE LES BOMBES ATOMIQUES ET LA LUTTE CONTRE L'OTAN

L'OTAN a longtemps tissé, peu à peu, une image angélique. Cette image a éclaté en mille morceaux depuis que l'Otan a mis la Yougoslavie à feu et à sang. Le mouvement pacifiste semble renaître depuis cette guerre, l'OTAN a perdu son auréole d'armée de paix.

La mobilisation des mouvements flamands contre l'entreposage de bombes atomiques à Kleine-Brogel a pris de l'ampleur, des partis comme le SP, Agalev, la V.U. s'y sont ralliés. On est passé de quelques centaines de gens, il y a plusieurs années, à près de 2000, aujourd'hui.

Plus d'une centaine de francophones étaient venus de Bruxelles, de Wallonie, du Nord de la France ainsi que des gens de divers pays européens. Le gros des manifestants était les jeunes, la relève de la paix est bien vivante. Plus de 900 jeunes ont pénétré dans la base en tant qu'inspecteurs pour contrôler l'application du traité de non prolifération des armes nucléaires. Ils n'ont bien sûr pas pu réaliser le contrôle, car une nuée de soldats et de policiers avec des chiens leur sont tombés dessus. Mais le pas est franchi pour affirmer que la population en Belgique a le droit de savoir et de décider dans la politique militaire du gouvernement et qu'il n'y a pas de territoire dans ce pays pouvant échapper à la souveraineté belge.

Le problème de l'utilisation de l'uranium appauvri pour rendre plus performantes les armes de l'Otan en Yougoslavie a, lui aussi, mis en évidence que les grandes puissances fomentent des guerres et en préparent des nouvelles, avec les moyens techniques les plus sophistiqués et à l'insu des populations et hors de tout contrôle démocratique. La prise de conscience de la dangerosité des armes à uranium appauvri prend de l'ampleur.

Un colloque international sur l'uranium appauvri s'est tenu.

Les victimes civiles et militaires de l'uranium appauvri (UA), des guerres du Golfe et de Yougoslavie sont venues raconter leur calvaire, ainsi que les organisations syndicales défenseurs des soldats malades ou morts de l'empoisonnement par l'UA ; des médecins soignant les victimes, des scientifiques de différentes disciplines ont transmis leurs connaissances sur la nature de ces armes ; des journalistes se sont engagés à dénoncer l'UA.

Cette réunion internationale est une première dans le monde, elle permet de relier les protagonistes esseulés dans une internationale anti-UA, de concentrer leurs connaissances, d'améliorer les soins, de soutenir les victimes dans la défense de leurs droits, de soutenir les médecins et scientifiques mis en quarantaine par les pouvoirs d'Etat et le lobby militaro-industriel. Les syndicats jouent un rôle important en soutenant les militaires et leurs familles pour dénoncer les mensonges émis par l'armée, l'OTAN le

gouvernement américain, le ministre belge de la Défense. L'engagement des militaires dans cette dénonciation est très significatif : il montre le discrédit des armées dans la population et la démoralisation qui atteint même des militaires professionnels qui n'ont plus confiance dans la légitimité des guerres menées par l'Otan. La lutte contre l'uranium appauvri, l'exigence d'abolition de cette arme, le refus d'entreposage en Europe des 150 bombes atomiques d'une puissance égale à 1700 fois Hiroshima met en question l'OTAN, les USA et la Grande-Bretagne par leur emploi de ces armes, de la même manière que la lutte contre les missiles et les essais nucléaires.

L'IMPORTANCE DU FORUM DE PORTO ALEGRE ET LA NECESSITE D'UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

(Suite de la page 1)

con, Ben Bella, Lula, Jao Pedro Stedile, a mis en évidence les points qui seront les plus importants dans les prochaines étapes de l'organisation mondiale de la lutte contre le néolibéralisme. Il n'y a plus de doutes que les privatisations, le démantèlement de l'état, la destruction des services publics sont une priorité pour le capitalisme, tant pour la spéculation financière que pour sa politique de guerre. Ce qu'il faut montrer maintenant, c'est que les critiques contre les privatisations doivent s'accompagner de la défense intransigeante de l'étatisation des secteurs clé de l'économie.

Il y avait aussi dans ce Forum, certains secteurs de gauche qui exprimaient beaucoup de confusion au sujet des étatisations. D'autres se disaient indifférents à la nature privée ou étatique de l'économie, d'autres encore qui souhaitaient l'entrée du capital étranger. La nécessité d'une discussion programmatique plus approfondie s'est fait sentir.

Par ailleurs, il n'y avait pas beaucoup de représentants directs de secteurs sociaux en lutte dans le Forum : ouvriers, paysans, mouvements populaires de base. Dans les prochaines réunions, il est indispensable que ces secteurs puissent avoir plus de participation, malgré toutes les difficultés matérielles pour organiser une telle rencontre mondiale.

Mais ce Forum a inauguré une étape plus élevée d'organisation politique et programmatique. Il a dénoncé clairement les secteurs de la gauche qui croient possible d'humaniser la globalisation. Face à la sauvagerie de l'intervention du capitalisme, il faut bien plus qu'une inoffensive taxation de la circulation des capitaux, comme la taxe Tobin, ou que les timides projets de réduction des dettes extérieures. Il faut des actions concrètes, unissant les peuples en lutte. Le Forum aurait du définir une action concrète en faveur de l'intifada palestinienne par exemple ou faire des propositions de mesures de transformations sociales pour un usage rationnel des ressources de la nature.

Nous appelons les mouvements syndicaux les partis de gauche, les organisations populaires à intervenir avec des initiatives pour que le prochain Forum marque une nouvelle étape dans la coordination organique et effective des luttes, prenne des initiatives et fasse des projets à échelle mondiale, pour qu'il fasse un bilan des expériences socialistes pour donner une issue à la crise que traverse l'humanité, alors que le capitalisme devient de plus en plus féroce, se trouve face à de nouveaux désastres économiques, prépare de nouvelles guerres. Il n'y a pas de temps à perdre dans des critiques académiques envers le capitalisme, il faut organiser sa liquidation et la reprise de la construction du socialisme.

Un des thèmes proposé au Forum est : « pouvoir politique et éthique dans la nouvelle société – sera-t-on capable de répondre à la question «comment réduire les conflits et construire la paix ? ». Il s'agit là du thème le plus important de la réunion. La réalité montre que tout ce que fait l'impérialisme à cette étape, c'est la guerre contre l'humanité. Croire qu'il est possible de coexister pacifiquement avec l'impérialisme, c'est méconnaître l'essence même du capitalisme. Ce genre de conviction canaliserait vers une fausse perspective les diverses initiatives de cette importante réunion.

C'est le mécanisme même d'exploitation capitaliste qui crée une situation de guerre et de conflit contre la vie des peuples ; les actes de violence provenant de la marginalisation, de la pauvreté, sont des situations de véritable guerre civile auxquelles on ne peut donner de solutions pacifiques abstraites. De profondes mesures de transformation sociale sont nécessaires : la reconnaissance du droit à la vie, au travail, au logement, à l'éducation. Ces droits sont niés quotidiennement par le système capitaliste dans le monde entier. On peut en voir un exemple dans les violences déchaînées par les latifundistes brésiliens contre les paysans et les travailleurs «sans terre », ou dans les massacres de l'armée israélienne contre les Palestiniens, les persécutions criminelles de l'armée équatorienne contre les populations indigènes.

Les déclarations de Bush, avant même d'assumer la présidence des Etats-Unis, sont très claires en ce qui concerne la guerre : il s'agit pour lui de renforcer l'action de l'armée pour défendre les intérêts américains dans le monde, d'augmenter les investissements pour la création et la production de nouvelles armes etc. Pourquoi Bush et le Pentagone mènent-ils une politique extérieure aussi agressive ? Les Etats-Unis ont accumulé d'immenses contradictions dans cette dernière période et ne croient que dans la guerre pour les résoudre.

Ces mêmes contradictions expliquent aussi en partie le scandale de la contamination de soldats de l'Otan par l'uranium appauvri utilisé pendant la guerre du Golfe, en Yougoslavie et, probablement, contre les masses palestiniennes. Derrière l'hypocrite appellation de « guerre humanitaire » - appuyée par des partis socialistes, écologistes et même communistes européens, il y avait le véritable nettoyage ethnique de l'impérialisme contre tout le peuple yougoslave, kosovars inclus : le capitalisme se montre sans le moindre scrupule, il tue ses propres soldats pour défendre les intérêts économiques et le pouvoir des Etats-Unis et du grand capital mondial. En réalité, la guerre atomique est déjà commencée, même de façon limitée. Les arguments pacifistes, selon lesquels l'arme nucléaire est une arme dissuasive, qui ne serait jamais utilisée vu les dangers planétaires qu'elle représente, ne résistent plus à la réalité. C'est une petite clique oligarchique, irrationnelle et insensible qui domine l'économie et la société et qui n'hésitera pas à utiliser

LETTRE OUVERTE AU FORUM SOCIAL DE PORTO ALEGRE
La politique de guerre de l'impérialisme
nord-américain contre l'humanité
et la nécessité de reprendre
la lutte pour le socialisme comme seul moyen
d'empêcher la barbarie.



Marche nationale du Mouvement des Sans terre au Brésil pour la réforme agraire

tous les moyens criminels possibles pour défendre ses privilèges érigés sur la croissante misère du monde

Les dernières élections aux Etats-Unis ont révélé le mode de pensée de cette clique. Les champions de la démocratie tombent le masque : l'organisation du système électoral est telle qu'elle évite tout contrôle de la population, surtout de la population noire ou hispanique, des travailleurs, et des millions de pauvres qui existent aux USA. Le vote indirect favorise les états riches du Nord ; un grand électeur d'un état du nord est élu avec 150.000 voix, tandis qu'il en faut 500.000 dans un état du sud, où la population noire est plus importante, pour être élu. C'est pour cela que plus de la moitié des électeurs ne vote pas et ne s'intéresse pas à la politique. Dans la campagne électorale on ne discute pas les plans évidents de guerre élaborés par le Pentagone et quel que soit le président élu, ce sont les hauts cercles financiers qui votent et décident.

La conduite du capitalisme mondial mène à la guerre. Il accroît ses actions belliqueuses mais ne parvient pas à terroriser les peuples en lutte, malgré l'usage d'armes radioactives. On voit l'exemple de l'intifada palestinienne, en particulier l'action des jeunes, des enfants qui affrontent avec des pierres une des armées les plus puissantes du monde. Les Palestiniens sont un exemple de dignité humaine, qui stimule les luttes des masses dans le monde entier. L'humanité est déjà en train de traverser « le borbier atomique » (référence à la qualification que donne J. Posadas à la prochaine guerre mondiale). La dégradation des conditions de vie imposées par le capitalisme correspond à une guerre lancée de façon intermittente, mais dont les conséquences touchent la terre entière : aliments empoisonnés, pollution de l'environnement,

extermination de millions de gens pauvres par des maladies parfaitement évitables, liquidation d'un continent entier par les décisions du FMI et de la Banque Mondiale. Plus de deux milliards d'êtres humains vivent avec moins de deux dollars par jour. 4% seulement ont accès à l'Internet dont 80% sont concentrés dans les quelques pays riches. La moitié de l'humanité n'a pas accès au téléphone. Voilà le borbier capitaliste. Il ne faut pas compter sur la capacité du capitalisme à s'auto-corriger ou se réformer pour en sortir. (..)

LES PROPOSITIONS
DE DEMOCRATISATION
DE LA GLOBALISATION
N'ONT AUCUNE
VIABILITE

Il faut démonter, dans ce forum, la politique néolibérale et les illusions de ceux qui croient possible de progresser par cette voie, qui voient la solution de tous les problèmes au travers du marché, il faut réaffirmer la nécessité de défendre les étatisations – en partie abandonnées par la gauche – la planification, le monopole du commerce extérieur, le contrôle ouvrier de l'économie afin de la diriger en fonction de besoins de la majorité des gens.

Il est important aussi de discuter les illusions de certains courants de gauche qui visent uniquement la voie parlementaire, qui croient pouvoir réaliser des transformations de fond par cette voie et qui abandonnent la tâche de l'organisation des masses. La honteuse expérience de la gauche européenne qui, même en participant à des gouvernements, a fini par soutenir le massacre criminel de l'Otan en Yougoslavie, doit servir d'avertissement pour tous les partis de gauche qui veu-

lent aller au gouvernement sans sortir des limites de la politique néolibérale et qui finissent par administrer le chaos et par offrir un sursis au capitalisme, tout en créant de la confusion, de la dispersion et désorientation dans les mouvements de masses.

Cette discussion est d'autant plus nécessaire que les mouvements sociaux qui composent le Forum sont composés de façon prépondérante par des secteurs avancés de la petite-bourgeoisie qui se radicalisent contre le néolibéralisme sans avoir développé une relation politique avec la classe ouvrière ni avoir adopté un programme et des propositions anticapitalistes. C'est ainsi que l'on voit surgir un grand nombre de propositions intermédiaires, comme les Banques éthiques, le Commerce équitable : celles-ci signifient une rupture partielle avec le fonctionnement capitaliste, mais elles finissent par être absorbées par les lois du marché contrôlé par les multinationales. De plus, ce sont des formes alternatives de production qui comptent sur de la main d'œuvre volontaire, coûtant plus cher que ce qui s'exprime dans les prix du marché et qui n'ont aucune possibilité de croissance et de concurrence et qui se limitent à nourrir de petits groupes sociaux. Par ailleurs, ces alternatives sont inapplicables dans la majorité des pays dits du tiers monde, qui connaissent une misère et un chômage croissants. Dans tous ces pays, il est impérieux que l'Etat fasse une action de transformation, réalise la réforme agraire, investisse pour étendre la production des biens nécessaires à l'élévation des conditions de vie des masses, construise des infrastructures, produise des biens alimentaires, des vêtements, des chaussures, des produits d'hygiène de base, les produits élémentaires que le capitalisme refuse à une part de plus en plus grande de l'humanité. Cet objectif ne peut être atteint au moyen de mesures intermédiaires, qui ne fonctionnent même pas dans les pays capitalistes plus développés. Dans le tiers-monde, des masses immenses de gens n'ont ni terre ni eau potable, mangent moins que des animaux ; sans le développement d'un marché intérieur dans les différents pays, sous le plan et le contrôle de l'Etat, c'est le modèle économique bénéficiant à une petite minorité qui va continuer et faire payer les conséquences de ses crises. Le coopérativisme de gauche, qui s'est développé en Europe dans les années 70, n'a pas assez de poids pour représenter une alternative, dans l'environnement de concentration capitaliste, d'endettement chronique externe et interne qui détermine les rapports de production. On produit pour qui ? pour quoi ?

Il est nécessaire pour ce Forum de prendre en considération et de chercher à comprendre tous les processus politiques qui affrontent le néolibéralisme, tels que le gouvernement de Chavez au Venezuela. Ce gouvernement est le fruit de successives insurrections des masses contre des gouvernements qui ont dissipé les énormes richesses du pays dans la corruption et l'enrichissement de petits cénacles. Il exprime aussi le mûrissement de cou-

(Suite page 4)

LETTRÉ OUVERTE AU FORUM SOCIAL DE PORTO ALEGRE

La politique de guerre de l'impérialisme nord-américain contre l'humanité et la nécessité de reprendre la lutte pour socialisme comme seul moyen d'empêcher la barbarie.

(Suite de la page 3)

rants militaires qui voient que l'impérialisme annule toute possibilité de développement dans le schéma capitaliste. Le gouvernement Chavez réaffirme la fonction de l'Etat, soutient les étatisations, augmente les budgets de l'éducation et suscite une alliance entre des courants militaires progressistes et les secteurs sociaux les plus pénalisés par le capitalisme. Il fait aussi une alliance avec Cuba, et signe des accords par lesquels il fournit du pétrole à des prix préférentiels, en échange de médicaments, de professionnels de la santé et d'enseignants. Des centaines de malades vénézuéliens sont soignés gratuitement dans les centres de santé cubains. Chavez propose également la création d'une Fédération des Pays d'Amérique Latine, d'une Agence latino-américaine de communication et d'Information pour contrer la toute-puissance médiatique des Etats-Unis, il propose l'intégration économique, des transports publics, de la production d'énergie, l'intégration culturelle et politique pour faire face à la «dollarisation» que le néolibéralisme prescrit pour tous ces pays, et pratique déjà en Equateur.

L'IMPORTANCE DE L'EXPERIENCE CUBAINE

La Révolution cubaine poursuit l'expérience de la Révolution de 1917, en appliquant un programme de nationalisation des terres, d'étatisation et de planification de l'économie. Les résultats sont là : alors que tous les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est, régressent à tout point de vue, Cuba est reconnue par les organisations de l'Onu pour le progrès énorme accompli dans l'éducation, la santé, les sports, la culture, les relations humaines, la justice sociale. La comparaison avec n'importe quel pays même le plus développé d'Amérique Latine, est flagrante. Cuba possède le pourcentage le plus élevé de médecins, tandis qu'au Brésil, par exemple, d'énormes régions n'ont jamais vu un médecin ou un service de santé. Au Brésil, 8^{ème} puissance économique mondiale, des millions d'enfants sont obligés de travailler comme des esclaves ou de vivre de vols et de prostitution, ou de vivre dans la rue, tandis qu'à Cuba, pas un enfant ne doit travailler, aucun ne se prostitue ni ne vit dans la rue, la mortalité infantile est inférieure à celle de plusieurs pays capitalistes développés. Même après le démantèlement de l'URSS et les conséquences de pénurie pour Cuba, aucune régression n'est apparue dans ce domaine. Au Brésil, les diarrhées et la malnutrition sont comme une peine de mort pour les nouveau-nés. 250 mille enfants naissent chaque année avec une hépatite B. Par contre, Cuba offre des cures à des centaines d'enfants

contaminés par les retombées de Tchernobyl, exporte des vaccins, des médecins et des professeurs partout dans le tiers-monde et même au Brésil. C'est un pays aux ressources naturelles modestes, mais qui a réfuté les recettes néolibérales et a distribué avec un critère socialiste tout ce que le peuple a produit. Dans ce sens, Cuba est le patrimoine de toute l'humanité révolutionnaire. Cuba représente une expérience fondamentale à discuter dans ce Forum, car il prouve qu'il existe une alternative au néolibéralisme, au travers du programme de transformations sociales anticapitalistes.

Le Forum Social Mondial peut être

plus qu'un simple espace de débats des opposants à la politique néolibérale. Il peut aussi étudier les expériences comme celle de Cuba, et préparer des actions au niveau international qui permettent de généraliser les expériences de tous les peuples du monde, de mener des actions contre les plans de l'impérialisme. Il faut proposer des actions concrètes de solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre la colonisation militaire israélienne, avec le peuple du Timor pour qu'il ait le droit de disposer des richesses naturelles du pays (gaz et pétrole) contre le blocus de l'ONU. Il est nécessaire de prendre des mesures pour construire une organisation internationale, qui soit un lieu stable d'échanges d'ex-

périences et de préparations d'actions mondiales. Il faut mettre sur pied un système de communication mondial. Il faut rechercher l'adhésion des centrales syndicales du monde, des mouvements paysans, des courants religieux de gauche, des intellectuels, des scientifiques et des artistes, des militaires progressistes, chercher l'appui de gouvernements progressistes comme celui de Cuba, Venezuela, Vietnam, Libye, Afrique du Sud etc. et des mouvements progressistes du monde entier.

Il ne faut surtout jamais perdre de vue que l'histoire de toutes les sociétés est l'histoire de la lutte des classes et que l'action organisée des mouvements de masses du monde est essentielle pour mettre en œuvre un programme de transformations sociales.

JOURNAL
REVOLUCAO SOCIALISTA
Porto Alegre,
25 janvier 2001

LES ELECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE : UN VOTE SANCTION AU GOUVERNEMENT DE LA GAUCHE PLURIELLE

Les résultats des élections municipales ont été une surprise pour l'ensemble de la classe politique. Les sondages prévoient une poussée de la gauche et un repli de droite, alors qu'on a assisté au phénomène inverse. Le bilan de ces élections est tout en contrastes. La gauche a gagné pour la première fois Paris et Lyon, ce qui représente une victoire importante, ainsi qu'une douzaine de villes qui étaient aux mains de la droite, mais elle a par contre perdu une trentaine de grandes villes où les listes menées par des ministres ou des personnalités politiques ont été durement sanctionnées.

Les listes alternatives, les Verts et les listes d'extrême gauche ont obtenu des scores importants au premier tour, alors qu'au deuxième tour, une partie de ces voix ne s'est pas reportée sur la gauche traditionnelle. La droite, de son côté, a maintenu ses voix et a gagné là où l'union a pu se faire. Par contre, là où elle n'a pu surmonter ses dissensions, comme pour Paris et Lyon, elle a été sanctionnée par un basculement à gauche.

D'autre part, 34% des électeurs ne se sont pas déplacés dans ces élections, même s'il y a eu une mobilisation un peu plus importante au deuxième tour. Les abstentions suivent une progression constante depuis une dizaine d'années, représentant des couches de la population qui ont perdu tout intérêt dans la vie politique et que les partis traditionnels sont incapables de remobiliser. Jusqu'à présent ce type d'élections se situait dans un cadre particulier où la gestion locale des équipes municipales tient une place importante, mais les résultats démontrent que ce cadre local est aujourd'hui largement dépassé.

Les électeurs ont voulu montrer aux partis politiques qu'ils existent et qu'il faut compter sur eux et avec eux pour décider. Ils ont montré une grande hostilité à l'égard d'une certaine politique et de pratiques où prolifèrent magouilles et corruptions, où les états-majors, de gauche comme de droite, mènent leurs tractations aux dépens de projets et de réels programmes de transformations sociales et au mépris des besoins de la population. Ce vote est surtout une sanction importante pour la gauche plurielle, la condamnation de sa politique réformiste et libérale, d'adaptation au système capitaliste. Il existe un décalage énorme entre les aspirations de la population et la réalité économique et sociale. On parle de « reprise économique » alors que les inégalités, la précarité, les problèmes de logements, d'emploi, d'insécurité, de violence s'accroissent.

Les promesses ne sont pas tenues. Comme par exemple le droit de vote des étrangers dans ces élections, dont la loi a été adoptée au Parlement en mai 2000 mais qui n'a toujours pas été appliquée, ou bien le processus de privatisations des services publics dont l'arrêt avait été annoncé. Le plus grand perdant de ces élections municipales est le Parti Communiste. Plusieurs bastions du PC sont tombés, et certaines communes à majorité communiste ont conservé la mairie de justesse, avec très peu d'avance devant la droite.

Il y a là matière à réflexion par rapport à la nouvelle politique d'ouverture du Parti Communiste et à sa participation au gouvernement. Quel intérêt y-a-t-il pour l'électorat communiste, constitué avant tout de couches populaires, à avoir des ministres au gouvernement si ce gouvernement mène une politique qui ne répond plus à ses attentes, qui n'améliore pas ses conditions de vie ? En participant au gouvernement de la gauche plurielle, le PC n'a-t-il pas perdu sa propre identité et son rôle spécifique ?

Même s'il conteste les prises de position des socialistes au gouvernement, il n'est pas en capacité de les modifier. Le Parti Communiste est donc assimilé, d'abord par ses militants, et ensuite par le reste de la population de gauche, à la politique néfaste de ce gouvernement, entraînant la démoralisation et la démobilisation de sa base. L'avertissement fait à la gauche plurielle dans ces élections municipales est très critique. C'est un rejet d'une certaine forme de politique, d'un système et de pratiques où priment les luttes de pouvoir. La gauche doit en tirer les conclusions pour l'avenir. Pour reconquérir son électorat, pour remobiliser les abstentionnistes, elle doit mener une autre politique, être à l'écoute des revendications et des propositions, favoriser la démarche citoyenne et le fonctionnement démocratique.

Elle doit surtout se structurer sur la base d'un programme véritablement de gauche, qui réponde aux aspirations de la population : défense des conditions de vie et de travail, maintien des acquis sociaux, des retraites, des salaires, renforcement des services publics, politique du logement social, de l'enseignement, de la santé, élimination des inégalités tant sociales que politiques avec le droit de vote des étrangers.

LES ATTENTATS AUX ETATS-UNIS ET LA NOUVELLE ESCALADE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN VERS LA GUERRE

Les attentats-suicides menés contre les tours de Manhattan et le Pentagone sont une opération criminelle qui s'ajoute au coup d'Etat qu'a représentée l'élection frauduleuse de Bush à la présidence. Les secteurs de la guerre, l'appareil militaire et de production d'armes, qui prétendent prendre l'initiative politique, veulent avoir les mains libres pour écraser les Palestiniens, Cuba, le mouvement révolutionnaire latino américain, ce qui reste d'Etat ouvrier en Russie et en Chine, le mouvement antiglobalisation, les masses nord-américaines elles-mêmes, ceux qui ne votent pas ou ceux qui n'ont pas élu ce président. Il s'agit d'un nouveau coup d'Etat contre le peuple nord-américain qui est au coeur des luttes mondiales, qui a le courage d'affronter la direction impérialiste, la récession et la crise économique en cours.

Il est évident pour le monde entier qu'un attentat de ce type, par son degré de complexité et de coordination, ne serait pas possible sans la participation active de la CIA, du FBI, des services secrets de l'OTAN et du Mossad israélien. Comme à Pearl Harbour une partie du haut commandement militaire est responsable de ce massacre contre le peuple nord-américain. Ils peuvent avoir donné la réalisation concrète de cet acte à des chefs fanatiques musulmans, mais la direction et l'objectif ont été décidés par le cercle militaire de l'impérialisme nord-américain. Ils avaient besoin d'un coup d'Etat criminel de ce type pour centraliser d'une part la petite bourgeoisie nord-américaine qui était entraînée dans la chute de la Bourse et le déclin de la production, et d'autre part les forces du capitalisme mondial mises en difficulté par la lutte croissante des masses du monde, en premier lieu les masses palestiniennes. La violence des attentats exprime aussi le degré d'exaspération de ces secteurs les plus réactionnaires de l'impérialisme US. Comme ils ont été capables d'envoyer à la mort des pilotes us lors de la crise des missiles en 1962 pour provoquer un affrontement direct avec les pays socialistes, comme ils ont été capables de faire assassiner le Président Kennedy, de la même manière, maintenant, ils incitent les soi-disant groupes terroristes de Ben Laden à ces attentats-suicides.

Nous exprimons toute notre émotion face aux milliers de personnes mortes dans cet attentat, ainsi que toute notre solidarité et notre appui au peuple nord-américain. Comme le disait J. Posadas, les armes que l'impérialisme a en dépôt pour toute la planète sont tournées aussi contre les masses nord-américaines. Ce n'est pas un hasard si à l'heure de l'attaque ils ont cherché à frapper particulièrement les travailleurs. Nous sommes solidaires des travailleurs nord-américains et de leurs syndicats, des organisations de gauche et du mouvement antiglobalisation qui ont voté pour Naider dans les dernières élections, et nous les appelons à renforcer le front mondial contre la guerre impérialiste et la globalisation capitaliste.

Il faut chercher l'unique responsable de ce massacre dans les hautes sphères de la direction impérialiste qui, avec leur politique économique et de guerre, ont conduit l'humanité aux conditions actuelles d'inégalités sociales, de misère et de faim jamais atteintes dans l'histoire. Une partie importante de l'humanité est condamnée à mourir avant d'avoir atteint les cinq ans, à vivre enfermée ou à être obligée de mendier.

Dans la dernière période le mouvement des masses contre les conséquences de la crise capitaliste mondiale s'est énormément accru dans le monde, en Europe et aux Etats-Unis, à Cuba, au Vénézuéla, au Brésil, en Argentine, en Equateur ou en Afrique du Sud. D'autre part la résistance héroïque des masses palestiniennes est exemplaire. La menace de Bush de lancer la première guerre du 3e millénaire ne va pas intimider la lutte des masses du monde. Le capitalisme mondial appuie les Yankees mais cherche aussi à les contenir. La bourgeoisie européenne est déjà sortie mal en point de la guerre contre la Yougoslavie et une nouvelle situation de ce genre va signifier de meilleures conditions pour l'opposition à la guerre et la mobilisation anticapitaliste des masses.

Après la contestation qu'a dû subir la réunion du G8 à Gênes, ces pays ont décidé de se réunir dans les montagnes canadiennes ou dans un désert arabe, à l'intérieur des bases de l'OTAN ou dans des bateaux militaires. Ils gouvernent le monde dans un isolement total et c'est pour cette raison qu'ils n'ont d'autre recours que la guerre. Mais faire la guerre dans ces conditions les conduit à la défaite.

Ils se préparent à attaquer le mouvement intégriste d'Afghanistan, qu'ils connaissent très bien puisqu'ils ont contribué à le créer. C'est un mouvement sans grande capacité militaire, qu'ils peuvent contrôler depuis les banques mondiales où sont déposés les immenses profits provenant du trafic de l'opium. Même ainsi, les chefs nord-américains comme Powel, Lutwack, les hauts commandants militaires des forces armées, avertissent que "ce ne sera pas facile", qu'ils "auront à subir des pertes", qu'il faut se

suite page 4)

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

39^{ème} Année - octobre 2001 - Numéro 417 - 20 francs

Périodique bimestriel - Dépôt de Bruxelles 4
Editeur Responsable: Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62 - 1040 Bruxelles
CCP: 000.0976234-26 - Téléphone: 02/732.21.95

PAS D'ENGAGEMENT BELGE DANS LA CROISADE DE L'IMPERIALISME ! POUR LA DEFENSE DE TOUS LES ACQUIS SOCIAUX ET LES DROITS DEMOCRATIQUES DES TRAVAILLEURS.

Editorial

Au nom de la lutte contre le terrorisme international, l'impérialisme US impose au gouvernement belge comme aux autres membres de l'OTAN, le droit de passage et la mobilisation de tous les moyens militaires et policiers pour traquer les « terroristes » de tout poil.

Les attentats de New York ont bon dos pour le gouvernement et le patronat belge pour justifier la récession économique, les fermetures d'entreprises, les réductions drastiques de personnel, les restructurations, et les coupes sombres dans tous les acquis sociaux et les droits démocratiques de la population travailleuse du pays, tels que la possibilité d'écoutes téléphoniques, d'arrestations administratives, d'astreintes et autres atteintes au droits de grève et aux droits syndicaux.

Mais les réactions des travailleurs étaient la colère croissante, et non la résignation ou la soumission aux injonctions gouvernementales ou patronales. Il n'y a eu aucune manifestation en faveur de l'impérialisme US, contrairement au ministre Verhofstadt, les gens ne sentent pas « tous américains ».

C'est l'inverse qui se produit : une radicalisation de toutes les luttes et les revendications et la conviction grandissante que les responsables de cette escalade de guerre sont aussi les responsables de la crise de plus en plus chaotique que nous connaissons.

C'est pourquoi la première manifestation européenne des syndicats à Liège a pris une tournure non prévue par les dirigeants FGTB et CSC : le « quota » prévu des manifestants a été très largement dépassé. Au lieu des dix mille « planifiés » pour la manifestation, les travailleurs étaient deux fois plus nombreux! venant de toutes les régions du pays et de tous les secteurs économiques.

Il y avait une profonde volonté de ne pas se laisser impressionner ni paralyser par les menaces gouvernementales américaines ou belges, de refuser l'amalgame : « ou avec nous ou avec les terroristes ». C'est de bonne augure pour la

grande manifestation de décembre.

Mais la colère des travailleurs venait aussi de voir le manque de mots d'ordre de cette manifestation et le peu d'intérêt des dirigeants syndicaux pour y faire participer massivement les travailleurs et tous les autres secteurs de la population, les jeunes, les chômeurs, les entreprises en grève ou en lutte.

Pour l'emploi à l'échelle de l'Europe : cela veut dire qu'il faut lutter pour un plan européen de développement économique sous les contrôle des syndicats, pour la défense et l'élargissement des services publics, pour des compagnies publiques européennes dans tous les secteurs clé de l'économie : transports en commun, aériens ou terrestres, l'énergie, les banques, et pour un programme minimum commun à toutes les organisations syndicales européennes : un minimum européen garanti en ce qui concerne les salaires, la sécurité sociale, l'éducation, le logement, les pensions : il faut donner une perspective concrète aux manifestations européennes pour l'emploi ! et unir ces revendications au refus de participer à une nouvelle guerre comme l'Otan essaie d'y préparer la population.

**Les manifestations de Gênes et le mûrissement anticapitaliste du mouvement associatif.
Pour l'unification des syndicats, des jeunes et des mouvements "antimondialisation"**

...voir page 2

Pourquoi l'Afghanistan revient au centre de l'actualité.

...voir page 3

**L'INTERVENTION
SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN
ET LA CONSTRUCTION
DU SOCIALISME
J. POSADAS
5 Janvier 1980**

...voir page 3

Les manifestations de Gênes et le mûrissement anticapitaliste du mouvement associatif. Pour l'unification des syndicats, des jeunes et des mouvements "antimondialisation"

Pendant cinq jours, la ville de Genova s'est transformée en un important centre du monde, non par la présence de la clique de dirigeants des pays les plus riches de la planète, mais par la concentration de créativité, de culture, de science et de volonté de changement que 300.000 personnes ont amené du monde entier. Il y avait des représentants d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie, des délégations de tous les partis communistes d'Europe et des principaux syndicats italiens, de la FIOM (métales CGIL), et de différentes organisations régionales de la CGIL, qui n'a pas donné son soutien au niveau national. Mais la caractéristique principale des événements de Genova a été la grande intervention de jeunes italiens et de jeunes de toute l'Europe : les jeunes communistes et le parti de Refundazione Comunista ont accompli une fonction importante dans l'organisation et la réalisation des manifestations.

La réaction assassine de la police italienne, qui a agi en coordination avec les cercles policiers du reste de l'Europe, avec les services secrets épaulés par l'OTAN et la CIA, ont cherché à intimider et empêcher que le mouvement ne se développe et s'amplifie constamment depuis Seattle jusqu'à aujourd'hui. Ils ont frappé sans discrimination et ont cherché à assassiner comme ils l'ont fait d'ailleurs avec le jeune Carlo Giuliani, mais les gens ne se sont pas laissés intimider ; au contraire, les meilleures prévisions annonçaient 150.000 personnes pour la manifestation de clôture du 20 juillet, et il y a eu plus de 200.000 personnes et avec tous ceux qui ont participé les jours antérieurs dans diverses manifestations et forums de discussions plus de 300.000 personnes sont passés par Genova pour dire « UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ».

Le mouvement de Seattle apparaissait encore en relation avec une partie de la bourgeoisie mondiale, même Clinton a exprimé qu'il fallait être attentif à ce mouvement et lui concéder un espace pour s'exprimer. A Porto Alegre, le mouvement a approfondi la discussion et les propositions ont acquis un profil plus anticapitaliste dans lesquelles les expériences révolutionnaires de Cuba, du PT et du MST du Brésil, des partis communistes et de la gauche mondiale ont eu une grande influence. Genova a permis de mettre en contact ce mouvement qui mûrit vers une initiative anticapitaliste, avec les instruments politiques éprouvés dans la lutte de classe en Italie : les syndicats et le parti communiste.

La participation active du syndicat FIOM, qui lutte pour le renouvellement du contrat national, est d'une très grande importance. Cette participation a été discutée et décidée dans des centaines d'assemblées de base avec la participation des dirigeants du Forum Social de Genova, dans toutes les manifestations des métallurgistes pendant la grève générale du 19 juillet. La grève générale a été un grand succès dans laquelle une avant garde ouvrière jeune et très décidée syndicalement et politiquement, a fait ses premières armes.

C'est ainsi que s'est forgée une fusion entre le mouvement antimondialisation et l'avant garde ouvrière italienne qui a accroché de nombreuses organisations régionales de la CGIL, les jeunes de la gauche et de la DS, beaucoup de militants de base ont participé activement. C'est pour cette raison que d'Alema a donné son ap-

pui au dernier moment pour limiter les effets de son appui et tenter ainsi d'affaiblir le mouvement.

Après l'assassinat du jeune Carlo Giuliani et de l'appel du président Ciampi à arrêter la violence, la DS a appelé à ne pas participer à la manifestation de clôture, certains autobus ont été supprimés, mais sa base a quand même manifesté.

Un autre élément important de la manifestation de Genova a été la fonction de Refundazione Comunista : avec des orientations générales de soutien et avec une proposition déterminante de Bertinotti qui depuis deux mois lance le mot d'ordre : « C'est essentiel de mettre en contact ce mouvement contre la globalisation avec le mouvement ouvrier ». Refundazione Comunista a accompli une fonction importante dans cette unification politique, ses cadres syndicaux et politiques, les jeunes communistes ont consacré toutes leurs forces dans cette manifestation à Genova, et ce succès phénoménal va se répercuter dans des changements progressistes dans les rangs du Parti. Les centres sociaux, les organisations non gouvernementales, la récente section italienne de ATTAC, les groupes catholiques de base, de l'ARCI, les défenseurs de l'environnement et les écologistes, certaines structures régionales de la CGIL, les syndicats COBAS et de base ont contribué énormément à la réussite de cette mobilisation.

Dans une autre étape, le G7 ou 8 aurait cherché à faire des accords avec les tendances qui contestent l'arrogance et le super pouvoir des cercles financiers du système capitaliste mondial, dans le sens de réformes et de changements qui en réalité ne mettent pas en danger le pouvoir de la banque mondiale.

Il aurait utilisé les tendances sociales démocrates pour contenir et affaiblir les tendances révolutionnaires anticapitalistes. Quand il doit, par contre les réprimer tous, avec la conséquence de paralyser les propositions social-démocrates, cela démontre qu'il n'a plus rien à proposer, ni à partager.

La prison fortifiée dans laquelle ils se sont réunis, le cordon policier et militaire avec lequel ils se sont protégés est bien démonstratif des conditions sociales dans laquelle ces « 8 puissants » doivent gouverner, assésés par les masses du monde. « Vous G8, nous 6 milliards » !

Les masses qui ont manifesté à Genova ont agi comme les représentants des peuples du monde qui luttent contre le système capitaliste. Busch, Berlusconi et les

autres l'ont bien senti ainsi et pour cette raison ont affronté le mouvement de masses de manière criminelle. Il n'ont pas d'autre politique que la répression et la guerre.

La réunion du G8 n'a pas seulement rien décidé d'important, mais elle a été complètement occultée par la grande manifestation des masses.

Le G8 a du prendre une série de mesures imposées par le mouvement de masses, mais complètement limitées. L'aide pour lutter contre le SIDA, par exemple, représente 10% de ce que Kofi Annan demande aux participants de l'ONU. De plus, cet argent va finir dans les poches de toutes les grandes firmes pharmaceutiques.

Cette réunion de Genova a été un échec complet : Ils ne sont pas capables de diriger politiquement le monde, de résoudre les problèmes qu'eux mêmes ont engendrés comme la pollution et le SIDA, ils peuvent seulement se mettre d'accord sur la prochaine réunion qu'ils devront faire probablement sous terre. C'est ainsi que le seul projet unique sérieux qui préoccupe le régime capitaliste est la guerre : il augmente ses investissements dans des armes nouvelles, et prépare les criminels qui vont les utiliser, comme ces sinistres personnages qui ont agi à Genova.

« Le Roi est nu » ! C'est le mérite de ce gigantesque mouvement contre la globalisation et le néolibéralisme, des luttes sociales et syndicales du monde qui ont démontré à toute l'humanité la faiblesse et l'impuissance sociale du capitalisme mondial. Les masses du monde ont été représentées à Genova par l'intermédiaire des discussions et des forums des jeunes, ouvriers, agriculteurs, intellectuels, par l'intermédiaire des représentations théâtrales et musicales dans les rues et les stades, dans les concerts comme celui de Manu Chao. Pendant ce temps, les 8 Grands de ce monde, se prenaient en photo dans leur prison fortifiée.

Le capitalisme ne peut plus produire de la culture, de l'art, de la science, il n'a pas de futur et pas de jeunesse. La jeunesse se trouve du côté du GSF, des syndicats CGIL et COBAS, des partis communistes, de la gauche socialiste et des DS, des groupes catholiques de gauche. Et ce mouvement n'a peur de rien : à la répression de Genova, il a répondu par des manifestations généralisées dans toute l'Europe. En Italie, le 24 Juillet, seulement 4 jours après la grande manifestation de Genova,



500.000 personnes se sont mobilisées dans les principales villes du pays, avec l'adhésion complète de la CGIL et du PDS. Le gouvernement Berlusconi, quelques mois après sa création doit faire face à une grande crise : La direction de la police est mise en question et une partie de la propre bourgeoisie critique la fonction des fascistes de Fini qui ont défendu la politique de la main lourde contre les manifestants. Ils critiquent parce que la seule chose qu'ils ont obtenu avec cette réunion du G8, est le renforcement du mouvement des masses contre le gouvernement même avant d'avoir commencé à appliquer le programme réactionnaire de soumission à la Cofindustria.

Il est essentiel de donner une continuité et une croissance à ce mouvement social, à ce Mai 68 politique, d'affirmer sa relation avec le mouvement ouvrier. Nous appelons à faire une campagne dans toute l'Europe, d'appui à la lutte des métallurgistes italiens. La lutte des métales italiens est une lutte pour la dignité du travail et pour récupérer dans le salaire une partie des grandes richesses qu'ils ont générées toutes ces dernières années. Le travail, sous toutes ses formes - vieilles et nouvelles - comme un instrument de relation entre les hommes et la nature sur des bases d'égalité et d'harmonie. C'est un point de rencontre avec le mouvement qui met en question la centralisation du marché, de la spéculation, et de la flexibilité comme moteurs de l'économie. Dans l'unification avec le mouvement ouvrier avec ses luttes et revendications, les bases solides pour le nouveau monde possible se font sentir.

Les partis communistes, qui se sont réunis à Genova, font très bien d'impulser avec toutes leurs forces ce mouvement pour lui donner de la sécurité, et transmettre les expériences de la construction de ce monde nouveau qui est le socialisme et le communisme. Une série de propositions et d'expériences en discussion conduisent à l'affrontement avec le système capitaliste : l'opposition à la guerre et la lutte pour la réduction des dépenses des dépenses en armement, la réforme de la Banque Mondiale y la lutte contre la Tobin Tax, contre le pouvoir des grands pays capitalistes et pour la démocratisation des Nations Unies, pour l'annulation de la dette des pays pauvres et pour la coopération pour leur développement, contre la contamination de la planète et les épidémies, pour l'élimination des royalties qui enrichissent les grandes multinationales, pour les diverses formes d'économie sociale, comme le commerce équitable et solidaire, la banque éthique. Ce sont toutes des propositions que le capitalisme ne peut plus accepter, il doit les affronter comme on l'a vu à Genova. L'application généralisée de n'importe laquelle de ces propositions démontre que le mode capitaliste de production, le profit et la propriété privée sont des obstacles au progrès. Pour cette raison, le capitalisme intensifie ses préparatifs de guerre et de création de nouvelles armes, comme le missile spatial.

Les partis communistes doivent faire apparaître avec des propositions qui concrétisent cette immense volonté anticapitaliste présente dans ce type de mouvement : la planification économique, le contrôle ouvrier et populaire de la production. Le mouvement communiste doit discuter les expériences de l'URSS et des états ouvriers, de Cuba, du Vietnam de la Chine. Les partis communistes des ex-états ouvriers, comme celui de Russie et d'Allemagne doivent participer à cette expérience. Il faut donner des idées à l'Internationale antiimpérialiste qui est en mouvement, et il faut la consolider avec des formes d'Internationale Communiste. Il est très important que pendant les journées de Genova, les partis communistes se soient

(Suite page 4)

L'Union Soviétique a conscience que son intervention en Afghanistan peut entraîner la guerre. Elle le fait quand même et se prépare avec une organisation qui prévoit la possibilité de la guerre. Il n'y a aucune panique, aucune crainte. Aucun Etat ouvrier n'a dit : "Attention, ne faites pas cela !" Au contraire, ils disent à l'impérialisme : "C'est vous qui décidez de faire la guerre". C'est le système capitaliste qui est pris de panique, tout le système et pas seulement les Yankees. Ceux-ci cherchent maintenant à se réunir avec plusieurs des principaux gouvernements de l'Europe capitaliste pour essayer de les attirer vers eux, provoquer des ruptures avec les Etats ouvriers, diminuer les relations commerciales, économiques et sociales, et obtenir une liaison plus grande avec l'impérialisme.

L'impérialisme fait tous ces détours pour justifier ses actions. Il fait étalage du raisonnement suivant : "Voyez quelle horreur ce que les Soviétiques sont en train de faire !", bien que ce soient des mensonges. Le journal de la bourgeoisie française "Le Monde" dit : "Qu'est-ce que les Américains viennent faire avec leur affaire d'Afghanistan ? C'est une comédie car ils ont eux-mêmes accompagné Somoza au Nicaragua jusqu'au dernier moment, tout comme la junte du Salvador. Au nom de quoi viennent-ils donner des leçons de non-intervention ?" Cette attitude, tout comme celle de Schmidt et de Brandt en Allemagne, montre que le capitalisme est incertain. Il n'entre pas en guerre avec résolution et assurance. Il sent que le poids de l'opposition, des socialistes et des communistes, est très grand. Même si les socialistes expriment une opposition plus faible, ils mettent aussi l'impérialisme en question car ils voient que la guerre est leur fin à tous.

Ils voient également que la guerre ne rencontre pas d'adhésion populaire. Au moment de la 2^{ème} Guerre Mondiale, ils la justifiaient en disant que les nazis étaient les responsables. Mais aujourd'hui ils ne le peuvent plus : c'est l'Etat ouvrier qui intervient en Afghanistan et un affrontement contre lui ne rencontre pas d'appui populaire. Cela indique l'immense autorité de l'Etat ouvrier soviétique. Le système capitaliste panique car il ne sait pas ce qui va se passer dès les premiers jours de la guerre. Aussi fait-il mille manoeuvres et mouvements afin de justifier la préparation de la guerre aux yeux des masses. Il fait des manoeuvres non seulement pour se justifier mais pour arriver à une coordination interne qui lui fait défaut. Il a une coordination sur le plan militaire mais non par rapport à la population. Jane Fonda a organisé une manifestation de plus de deux cent mille personnes contre la guerre, contre les Yankees, contre l'impérialisme, mais non contre les Etats ouvriers !

L'impérialisme n'a même pas pu faire manifester dix mille personnes pour appuyer la souveraineté de l'Afghanistan, ou pour la libération des otages de l'ambassade yankee à Téhéran. Cela montre que l'impérialisme prépare la guerre avec des pieds d'argile, qu'il va s'écrouler, s'effondrer. Les Yankees s'en rendent compte, de là leur panique. C'est pour cela aussi qu'il n'y a pas de préoccupation au sein des Etats ouvriers face à la possibilité de la guerre. La Roumanie elle-même n'a pas ouvertement condamné l'Union Soviétique. L'impérialisme voit le fond de toute cette situation : il voit que les Etats ouvriers interviennent avec assurance et que les masses du monde ne sont pas du tout intimidées.

Lors de la précédente guerre mondiale, les partis communistes appuyaient les bourgeoisies de chacun de leur pays. Maintenant, les partis communistes sont de toutes façons avec l'Etat ouvrier soviétique. Le Parti Communiste Espagnol lui-même doit dire : "Oui, nous sommes pour la souveraineté nationale, mais de quel droit les Yankees font-ils cette revendication ?" C'est une désagrégation du camp capitaliste et une insécurité de sa part pour entrer dans l'étape finale de préparation de la guerre. L'impérialisme se trouve devant

L'INTERVENTION SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

J. POSADAS

5 Janvier 1980

deux fronts : celui des Soviétiques et celui de l'intérieur. C'est le front de l'intérieur qui va décider à un moment déterminé de la guerre. La prochaine guerre ne va pas durer des mois ou des années, ce sera une question de jours et même d'heures. Tel est le calcul des Soviétiques. Ils disent qu'ils détruiront New York et les Etats-Unis en une demi-heure. Ce n'est pas une blague car ils ont des armes pour cela ! Ce ne sera qu'une question d'heures car ils détruiront l'essentiel, et tout le système capitaliste s'effondrera.

Le capitalisme se trouve dans les pires conditions de l'histoire pour sa survie. Les masses du monde voient que le progrès est du côté des Etats ouvriers. N'importe quel pays, aussi petit soit-il comme Grenade, dit : "Nous construisons le socialisme". On leur dit : "Mais comment allez-vous faire ? Vous n'avez rien, vous avez toujours été dépendants des anglais". Ils répondent : "Nous allons construire le socialisme. Cuba avait-il plus que nous ? Bon... nous allons faire comme Cuba".

Le capitalisme ne se prépare pas avec la certitude de triompher, de s'imposer dans la prochaine guerre. Il est important de considérer la faible structure mentale des capitalistes. Leur structure est plus puissante militairement que mentalement. Leur structure mentale est très fragile parce qu'ils n'ont pas de raison historique. A l'intérieur d'eux-mêmes c'est la panique qui les pousse à agir et non

un raisonnement logique. Ils n'ont pas l'attitude des gens qui prennent des mesures avec assurance. Même maintenant ils décident une série de représailles contre l'Union Soviétique, mais ce ne sont pas des mesures de guerre.

L'Etat ouvrier soviétique a une influence énorme sur la petite-bourgeoisie nord-américaine. Ce n'est pas un hasard si Carter fait cette déclaration intempestive : "Nous avons vaincu le complexe du Vietnam". Il s'adresse à la petite-bourgeoisie qui ne veut pas aller à la mort dans un nouveau conflit identique au Vietnam. Carter s'adresse à une couche immense de la petite-bourgeoisie technique, scientifique, qui était un point d'appui social pour le système capitaliste et l'impérialisme, et qui aujourd'hui a des doutes et s'y oppose.

Si les Soviétiques interviennent avec cette décision en Afghanistan c'est parce qu'ils s'y sont préparés avant. Les Yankees savaient de toute évidence que cette intervention se préparait. Le fait que les Soviétiques aient préparé et mené cette intervention indique qu'ils se sentent sûrs d'eux et résolus. Staline avait abandonné au capitalisme la moitié de la Pologne, les Soviétiques interviennent eux-mêmes avant que les Yankees ne le fassent.

Les masses du monde voient que le progrès s'accomplit sous la forme de l'Etat ouvrier. Aucun pays capitaliste ne permet ce pro-

Pourquoi l'Afghanistan revient au centre de l'actualité.

Nous publions ci-après des extraits des analyses que faisait J. Posadas en 1978-79-80, au moment du coup d'état révolutionnaire en Afghanistan et de l'intervention militaire soviétique en aide au gouvernement révolutionnaire afghan contre les bandes « islamistes », déjà les mêmes qu'aujourd'hui, soutenues et armées par les USA et le Pakistan. La IV^e Internationale Posadiste avait alors défendu intensément l'Etat révolutionnaire afghan et la fonction de progrès que représentait l'aide soviétique aux progressistes afghans.

On peut mieux mesurer aujourd'hui à quel point la retraite de l'Armée soviétique et le renversement du gouvernement progressiste en Afghanistan ouvraient la porte au déferlement des forces les plus arriérées et barbares de l'histoire, allant des bandes de Massoud et des Talibans à leurs sponsors militaires du Pentagone et de la CIA. Ceux-ci ont rejeté l'Afghanistan des siècles en arrière, alors que, sous l'impulsion de l'Union Soviétique et de l'Armée Rouge, l'Afghanistan commençait à se développer, le peuple afghan pouvait s'instruire, les femmes commençaient à se libérer de leur prison ambulante et à étudier et s'engager dans toutes les professions, les populations nomades avaient les moyens de se sédentariser et de manger à leur faim.

L'Afghanistan était et reste un lieu stratégique de confrontation, non pas religieuse, mais bien économique et sociale, du système capitaliste et des Etats ouvriers. Malgré le démantèlement de l'Union Soviétique et l'éclatement du système socialiste, il reste toujours beaucoup de forces des Etats ouvriers, en Russie, en Chine, dans les républiques asiatiques de l'ex-URSS. Il est très important pour l'impérialisme nord-américain d'avoir une domination hégémonique de l'Afghanistan, comme il doit l'avoir sur les pays des Balkans, pour encercler la Russie et cerner la Chine, et aussi pour ne pas se trouver affaibli par ses concurrents capitalistes.

Toutes les considérations que fait J. Posadas dans ces articles des années 1980, restent très actuelles et montrent la nécessité, toujours aussi importante, de reconstruire le mouvement communiste mondial en discutant toutes ces expériences de l'histoire.

grès mais il existe par contre de pures critiques, des dénonciations et une répression publique évidente. Aux yeux de l'humanité le capitalisme est responsable de tous les maux et de l'arriération, alors que l'Etat ouvrier, bien qu'avec une direction bureaucratique, est porteur de progrès.

Le capitalisme se prépare à cet affrontement avec une grande inertie sociale et une grande mobilité militaire. Pour sa part, l'Etat ouvrier a une grande capacité militaire - supérieure même à celle de l'impérialisme - et une capacité sociale encore supérieure à sa supériorité militaire.

L'intervention de Soviétiques en Afghanistan exprime l'assurance de l'Etat ouvrier, sa puissance, sa transcendance et ses perspectives. Elle met aussi en évidence la faiblesse du système capitaliste, sa division, ses craintes. Les Soviétiques avaient d'abord cherché à concilier avec Amin, mais quand ils l'ont renversé ils ont agi pour protéger l'Etat ouvrier et étendre ses frontières, en faisant face à la possibilité de réactions défavorables de la part de l'Iran, des Yankees, du Pakistan et de la Chine. Malgré tout cela, les Soviétiques sont intervenus. Cela indique une assurance et une résolution de défendre l'Etat ouvrier, mais aussi une capacité de décision et de manoeuvre politique beaucoup plus grande qu'avant, parce qu'ils ont coupé court à la possibilité pour les féodaux de reprendre le pouvoir en Afghanistan et d'ouvrir la porte directement ou indirectement aux Yankees.

Toute la population afghane qui vit et intervient appuie l'intervention soviétique. C'est un pays peuplé de tribus nomades, de contrebandiers, de voleurs. La presse bourgeoise parle du "pauvre peuple afghan qui lutte, résiste à l'Union soviétique, abat ses avions, détruit ses tanks..." Mais elle ne dit pas qui donne des armes, des moyens de transport, de l'entraînement militaire à ces rebelles. Les déclarations des capitalistes sont aussi cohérentes que celles d'un tueur, d'un assassin. Etre cohérent voudrait dire comprendre comment ces tribus afghanes - ces pauvres gens qui n'ont rien - apparaissent tout d'un coup avec un armement capable de battre l'armée soviétique ! L'armée soviétique, qui a vaincu les nazis et devant laquelle l'impérialisme n'ose pas se lancer à l'attaque, peut être mise en déroute par ces "pauvres rebelles" armés de fusils de bois ! Il faut être stupide pour le croire !

L'impérialisme voit le danger : si l'Afghanistan se développe, il va influencer l'Iran et le Pakistan. C'est pour cela qu'il veut couper court, et c'est dans ce sens qu'il a intérêt à exploiter la situation. Du point de vue géographique il ne peut pas faire grand chose dans cette zone, il n'a pas le temps d'y acquérir des forces. Il cherche donc à exploiter la situation pour contenir le progrès, pour être lui-même un centre de la lutte contre les Soviétiques, et pour empêcher que chaque pays capitaliste - français, japonais ou anglais - ne mène des négociations particulières avec l'Union Soviétique.

L'intervention soviétique en Afghanistan est une défaite pour l'impérialisme. Les Yankees espéraient utiliser le Pakistan, s'y installer, faire ensuite certaines concessions à l'Iran pour l'avoir aussi sous leur domination. Ils préparaient une tenaille contre l'Union Soviétique en vue de la guerre. Ils montrent toute leur stupidité d'avoir cru qu'ils parviendraient à faire cela. L'impérialisme fait des choses insensées, il agit par à-coups désespérés. Il a été impuissant à prévoir et contenir l'intervention soviétique.

L'attitude et la résolution des soviétiques en Afghanistan est un grand progrès de l'histoire. Tous ceux qui parlent des "grandes luttes menées par les rebelles" ne se demandent pas d'où viennent leurs armes. Ce sont les capitalistes qui donnent ces armes au Pakistan pour qu'il les distribue aux rebelles qui

(Suite page 4)

L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

(Suite de la page 3)

sont des féodaux et non des bourgeois.

L'intervention soviétique s'est faite ouvertement. On discute dans le mouvement communiste mondial de son caractère. Une intervention dans un autre pays n'est pas nécessairement une invasion ou une annexion : il y a des interventions qui sont nécessaires pour aider les pays à se développer. La bureaucratie soviétique continue à dire "qu'elle est intervenue parce qu'elle a été appelée". Elle ne veut pas d'un affrontement classe contre classe, d'un affrontement de l'Etat ouvrier contre le capitalisme, mais elle veut encore laisser croire que l'on peut profiter des relations avec l'impérialisme pour empêcher la guerre. C'est pour cela que la conception de l'inévitabilité de la guerre ne s'est pas développée dans le monde, alors que les Soviétiques s'y préparaient intérieurement. Ils procédaient à des préparatifs militaires à cette fin, mais ils donnent encore comme justification à ces préparatifs que ce n'est pas parce que la guerre est inévitable, mais parce que c'est un moyen de dissuader l'impérialisme d'attaquer. Ils croyaient ainsi pouvoir avancer et désintégrer progressivement l'impérialisme, permettant l'avance des partis communistes.

Cependant cette avance des partis communistes a produit le résultat inverse : ceux-ci se sont rendus indépendants ou même une politique à part, parfois même opposée aux intérêts de l'Etat ouvrier soviétique, qui n'est pas non plus en faveur des masses de leur pays respectif. Ils font comme le Parti Communiste Espagnol, Italien ou Français, une politique bureaucratique cherchant à concilier avec le capitalisme.

Les Yankees n'ont pu et n'osent pas faire appel aux masses nord-américaines. Les

Soviétiques ne leur lancent pas des appels mais tout ce que font les masses soviétiques représente un appel aux masses nord-américaines. Les Soviétiques sont intervenus ouvertement en Afghanistan alors que les Yankees ont dû cacher et déguiser leur intervention. Il n'existe aucune manifestation aux Etats-Unis contre l'Union Soviétique ou contre le Vietnam. Au contraire, Carter doit parler d'éliminer le "complexe du Vietnam", qui en réalité signifie qu'ils sont complexés d'avoir pu être vaincus, d'être intervenus injustement et mal à propos.

Le mouvement qui va se développer dans ce processus de préparation de la guerre va passer au-dessus de la tête de certaines directions des partis communistes, celles qui sont timides, conciliatrices, qui ont une conception évolutive du progrès de la société. Ces directions vont être écartées et éliminées. Les partis communistes n'ont pas de positions sûres et fermes, ils vacillent, prennent une position, en changent et la reprennent. Les Soviétiques ont par contre des positions fermes, ils sont intervenus à Cuba, en Ethiopie, en Angola, au Mozambique, et maintenant en Afghanistan.

Les masses du monde apprennent de cette manière ce que sont les relations mondiales de forces. Les relations décisives s'établissent entre les grandes forces de l'histoire : Etats ouvriers et pays capitalistes. Le capitalisme signifie la mort, la régression, l'enterrement de la culture, de l'économie. L'impérialisme s'intéresse à l'économie et non aux gens, aussi tient-il compte de l'appareil productif pour accumuler des profits et non pour élever la vie des gens. L'Etat ouvrier par contre a intérêt à la vie des gens et met l'économie à leur service. Les masses le voient et mesurent l'intervention en fonction de ce résultat, de cette interprétation : il n'y a pas d'invasion quand on développe un pays sur le plan culturel, économique et scientifique.

Extraits du livre de J. Posadas "L'Afghanistan et la discussion pour le progrès de l'histoire".

Les manifestations de Gênes...

(Suite de la page 2)

réunis, mais ils n'ont pas publié de résolutions ni d'appels importants.

Une autre discussion très importante est comment affronter la guerre que les puissants ont déclarés à ce mouvement contre la globalisation capitaliste : Naples, Barcelone, Göteborg, et maintenant Gênes constituent une escalade répressive que l'on avait plus vue en Europe. « La désobéissance civile » des « salopettes blanches » (Tutte Bianci) a eu le mérite de mettre à nu la férocité de la répression qui ne respecte aucune loi, ni droits établis, mais qui agit en fonction de la défense des intérêts du puissant.

La répression a été décidée et organisée par la CIA et l'OTAN et les services secrets des grands pays capitalistes : la police, les carabinieri et les autres ont été les pions du sale travail qui a conduit à l'assassinat de Carlos Giuliani. Le projet de bouclier spatial de Bush est étroitement connecté à la répression à Gênes, ce bouclier sert à écraser les masses.

Il faut s'adresser aux forces de police pour essayer de limiter leur centralisation au service du grand pouvoir capitaliste. Il faut appeler à la démocratisation des forces de police, à pouvoir refuser les ordres qui obligent à frapper la population pacifique et désarmée comme cela s'est fait à Gênes. Les syndicats de la police, dont bien peu ont reconnu les « excès » et responsabilisé le gouvernement, doivent discuter et se prononcer sur ce mouvement de contestation au G8 : la police est intervenue en défense des puissants contre les masses. Ils doivent discuter pourquoi luttent ces jeunes et discuter des déclarations comme celle de Casarin, responsable des « Tutte Bianci »... Il y a une très grande différence entre quelqu'un qui construit une barricade pour se défendre et celui qui souhaite écraser militairement un mouvement aussi ample et articulée que le mouvement contre la globa-

lisation économique. Le premier affirme le droit de changer une réalité qui produit de la misère et de l'exploitation, le second défend le G8 qui est un organisme illégitime qui décide dans le monde en ignorant les désirs et les espoirs d'une vie meilleure des personnes qui l'habitent. »

Il est très important d'étendre les réseaux territoriaux du Forum Social comme le proposent ses dirigeants et Refundazione Comunista, en maintenant son ampleur mais en centralisant des formes de direction politique. Après Gênes, tout le monde ressent cela comme une nécessité. Dans ce processus se combinent le caractère mondial et les particularités nationales de ce mouvement, et en Italie il est possible de progresser en isolant les groupes réactionnaires.

Les attaques de d'Alema au « commandos fascistes » présents dans la police sont significatives : le gouvernement Berlusconi a tremblé après Gênes. Beaucoup de mouvements qui composent la contestation de la globalisation économique sont allergiques à l'idée du parti, parce qu'ils se basent sur l'expérience de parti durant la période stalinienne ; d'autres remettent les partis en question parce qu'ils veulent contenir le mouvement dans des limites réformistes, sans sortir du cadre du système capitaliste. Le terrain imposé par le système capitaliste avec la répression oblige de concevoir des formes organisationnelles supérieures, des formes de centralisation et de coordination politiques pour lesquelles les réseaux ne sont pas suffisantes.

Les partis communistes, socialistes, et aussi les syndicats CGIL en Italie ont des manières d'agir plus centralisées politiquement et pratiquement. Ils doivent contribuer à l'organisation politique de ce mouvement. Il faut soutenir de toutes ses forces le front unique du mouvement anti-globalisation avec les partis de gauche, et avec les syndicats.

LES ATTENTATS AUX ETATS-UNIS ET LA NOUVELLE ESCALADE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN VERS LA GUERRE

(Suite de la page 1)

rappeler "ce qui s'est passé au Vietnam et en Iran".

L'accord que la direction politique nord-américaine avait atteint, après avoir compté une dizaine de fois les votes de la Floride, n'est plus approprié pour répondre à l'opposition croissante mondiale. Un jour Bush appuie Sharon, le jour suivant Powel appuie Pérès, c'est ainsi que l'intervention réactionnaire du gouvernement israélien apparaissait faible et que les Palestiniens étendaient leur résistance. Avec ce nouveau coup, la direction nord-américaine cherche à concentrer les forces réactionnaires des Etats-Unis et du monde pour avancer vers la guerre globale et atomique.

La grande croisade antiterroriste est une farce. Ben Laden ne les intéresse pas, ils le connaissent bien et savent qu'ils n'ont rien à craindre de lui. Le véritable objectif ce sont les Palestiniens, les masses du monde, l'hégémonie économique, et surtout l'encercllement de ce qui reste des Etats ouvriers, de la Chine et de la Russie.

La discussion sur la guerre se généralise à tous les niveaux. La guerre atomique, prévue par le camarade J. Posadas, est déjà en marche comme nous l'avons dit au moment

de l'attaque contre la Yougoslavie. C'est une forme larvée mais elle est en marche. Quand l'impérialisme utilise les bombes à uranium appauvri, en ayant conscience que pour atteindre un meilleur effet contre les cibles il doit risquer la contamination de ses propres soldats, cela démontre qu'il peut aussi assassiner des milliers de ses citoyens pour se justifier, imposer et lancer des actions de guerre contre les masses du monde. Et si l'impérialisme attaque l'Afghanistan, il le fera en essayant d'établir des bases militaires proches des frontières de l'ex-URSS d'où il pourra donner un appui plus effectif aux groupes séparatistes alliés qui opèrent dans les pays asiatiques de l'ex-Union Soviétique. C'est pour cette raison que les militaires russes déclarent qu'ils n'interviendront pas en alliance avec les Etats-Unis.

Ces attentats ont également pour résultats et servent en même temps de paravents aux immenses perturbations économiques et sociales. En Europe, certains plans de créations d'emplois sont arrêtés et de nouveaux plans de licenciements sont annoncés, en raison de la chute de l'activité économique avec les Etats-Unis, comme l'évoquent par exemple les compagnies aériennes, mais il y a aussi l'industrie automobile, technologique et d'autres. Les attentats ont bon dos !. Une fois de plus, ce sont

les travailleurs qui vont payer les conséquences de cette nouvelle situation.

La recrudescence de la lutte contre le terrorisme, qui fait l'unanimité des pays capitalistes européens après les attentats contre les Etats-Unis, a pour effet d'engendrer des plans immédiats de renforcement des forces militaires et policières de la part de certains gouvernements, qui visent à restreindre l'ensemble des droits démocratiques. C'est le prétexte pour développer l'idée déjà évoquée depuis Gênes que l'opposition à la mondialisation libérale est un mouvement criminel qui peut être associé au terrorisme, et par là même interdire toutes manifestations anticapitalistes.

Avec l'appel à l'union sacrée derrière Bush et le recours à l'article 5 du Traité de l'Alliance Atlantique par les dirigeants européens, il y a aussi le risque de légitimer n'importe quelle opération de guerre, par n'importe quel moyen. Mais cette précipitation vers des préparatifs de guerre généralisée ne manque pas d'inquiéter certains secteurs de la bourgeoisie européenne qui se sentent faibles pour affronter l'opposition des populations, de la petite-bourgeoisie, des travailleurs. Dans les partis socialistes et les syndicats, un mouvement se radicalise contre le capitalisme qui est vu comme responsable de toute la

crise actuelle. Des dirigeants de la social-démocratie européenne appellent à ne pas se servir de la lutte contre le terrorisme pour faire la guerre aux pauvres. Les masses du monde, des Etats-Unis, d'Europe en particulier ne se laissent pas intimider par cette pression des gouvernements. Les manifestations européennes qui se préparent pour les prochains mois en Belgique seront une riposte à ces intimidations.

Tous les partis de gauche, les syndicats, les mouvements contre la mondialisation capitaliste, doivent discuter cette nouvelle situation. Il est nécessaire de renforcer les luttes et de créer un véritable front mondial contre les objectifs de guerre de l'impérialisme américain et de leurs alliés. Il faut obliger les gouvernements européens, presque tous dirigés par des partis socialistes, à passer par leur Parlement avant de prendre une quelconque mesure de guerre ; il faut rompre cette soumission au Pacte Atlantique ! en même temps que maintenir et développer toutes les luttes sociales en Europe pour défendre les acquis des travailleurs, pour défendre les services publics, pour proposer des plans de développement économique en fonction des besoins des populations d'Europe et du monde, il faut montrer sans cesse à quel point le capitalisme porte la guerre et que l'issue pour la sauvegarde de l'humanité, c'est le socialisme.

Septembre 2001